



Université  
de Lille

**Mémoire de recherche**

**Master mention Science politique parcours Action Humanitaire**

Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales | Université de Lille

Année universitaire 2023-2024

# **L'intégration des questions socio-économiques, des classes populaires et des luttes sociales au sein des mouvements écologistes.**

**Auteur ou autrice : FEUILLOLEY Marie**

Directeur-s et/ou directrice-s du mémoire :  
BUU-SAO Doris

Membres du jury de soutenance :  
SOUANEF Karim

## Remerciements

Je souhaite remercier ma directrice de mémoire, Mme. Doris Buu-Sao, maîtresse de conférences en science politique à l'université de Lille, pour m'avoir accompagné tout au long de ce mémoire, pour améliorer mon enquête de terrain, délimiter mon sujet, et perfectionner la rédaction, tout en me laissant l'autonomie nécessaire pour que je puisse avoir confiance en mon travail.

Je souhaite également remercier Mme Emmanuelle Bouilly pour l'intérêt qu'elle a porté à mon sujet et les recommandations de lecture qu'elle m'a faites au cours de l'année.

Je remercie tous les militants qui ont accepté de mener des entretiens et qui m'ont mis en contact avec d'autres militants.

Enfin, je remercie mon entourage, et en particulier Paco, pour m'avoir soutenue lors de cette période de recherche et d'écriture.

J'ai bien pris connaissance des dispositions concernant le plagiat et je m'engage à ce que mon travail de mémoire en soit exempt.

## Table des matières

I. Une prise en compte croissante des enjeux socio-économiques au sein des mouvements écologistes .....	12
1. La défense de valeurs de gauche par les militants écologistes des “classes moyennes supérieures” .....	12
2. “ <i>Fin du monde, fin du mois, même combat</i> ” : un consensus autour d’une “convergence” des luttes environnementales et sociales .....	19
II. Une expérience avec le mouvement des Gilets jaunes qui témoigne de la difficile mise en pratique d’une « convergence des luttes ». .....	26
1. Une légitimité limitée des militants écologistes à représenter les classes populaires et les Gilets jaunes .....	26
2. Des incompatibilités structurelles entre le mouvement des Gilets jaunes, Extinction Rébellion et Action non-violente COP21 .....	34
III. Une priorisation de la cause environnementale par les militants écologistes qui limite l’intégration sociale de leur mouvement .....	41
1. Des positions clivantes parmi les enquêtés à propos de l’intégration sociale des mouvements écologistes .....	41
2. Des idéologies contradictoires entre les valeurs et principes des mouvements écologistes et les revendications des classes populaires .....	47

Action non-violente COP21 (ANV-COP21) se définit comme « un mouvement de citoyennes et de citoyens qui ne se résignent pas face au dérèglement climatique et aux injustices sociales qu'il engendre »<sup>1</sup>. Extinction Rébellion (XR) quant à eux, prônent « une transition juste et équitable »<sup>2</sup>. Le groupe Alternatiba a mené des actions « de convergence »<sup>3</sup> avec le mouvement des Gilets Jaunes (GJ), comme des blocages, du siège d'Amazon ou du pont d'Iéna<sup>4</sup>, en plus du rassemblement des GJ et des « gilets verts »<sup>5</sup> lors des marches pour le climat. Aujourd'hui, mentionner la question sociale au sein des luttes écologistes est devenu unprérequis au vu de l'ampleur des inégalités écologiques et de l'inaction climatique des pouvoirs publics, des entreprises et des individus. Pour les mouvements écologistes qui militent pour dénoncer ces problèmes, l'enjeu est de savoir comment ils doivent s'y prendre pour se faire entendre et exercer une réelle influence sur l'opinion publique et l'agenda politique, au niveau local et national.

### **Un processus de cadrage des mouvements écologistes.**

Tout d'abord, nous observons une évolution de la cause écologiste à travers le rapprochement des mouvements écologistes avec d'autres mouvements sociaux comme celui des GJ. L'évolution en cours correspond à un processus de cadrage<sup>6</sup> des mouvements sociaux écologistes, qui les amènent à identifier de nouveaux problèmes et de nouvelles causes, et qui donne lieu à une redéfinition des cadres de l'action collective<sup>7</sup>. D. Della Porta et L. Parks observaient en effet un processus de cadrage (« *framing* ») des mouvements climatiques, qui a déplacé l'enjeu du changement climatique à celui de la justice climatique.<sup>8</sup> Plus encore, le

---

<sup>1</sup> florent, « Le mouvement ANV-COP21 - ANV-COP21 », 7 janvier 2021, <https://anv-cop21.org/le-mouvement/>.

<sup>2</sup> « Nos revendications », Extinction Rebellion, consulté le 20 mai 2024, <https://extinctionrebellion.fr/revendications/>.

<sup>3</sup> Reporterre, « 240 activistes écolos et Gilets jaunes bloquent le siège d'Amazon », Reporterre, le média de l'écologie - Indépendant et en accès libre, consulté le 12 mai 2024, <https://reporterre.net/240-activistes-ecolos-et-Gilets-jaunes-bloquent-le-siege-d-Amazon>.

<sup>4</sup> gwenmedici, « Blocage réussi avec les gilets jaunes à Paris pour dénoncer l'inaction du gouvernement en matière de climat et d'urgence sociale | Alternatiba », 9 mars 2019, <https://alternatiba.eu/blocage-reussi-avec-les-gilets-jaunes-a-paris/>.

<sup>5</sup> « Marche pour le climat : « gilets verts » et « gilets jaunes » défilent en nombre dans toute la France », *Le Monde.fr*, 8 décembre 2018, [https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/12/08/marche-pour-le-climat-environ-2-000-participants-a-paris\\_5394593\\_1652612.html](https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/12/08/marche-pour-le-climat-environ-2-000-participants-a-paris_5394593_1652612.html).

<sup>6</sup> Goffman (E.), *Frame Analysis: An Essay on the Organization of the Experience*, New York, Harper Colophon, 1974.

<sup>7</sup> Robert D. Benford et David A. Snow, « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix* 99, n° 3 (2012): 217-55, <https://doi.org/10.3917/pox.099.0217>.

<sup>8</sup> D. della Porta et L. Parks, « Framing Processes in the Climate Movement. From Climate Change to Climate Justice », dans M. Dietz et H. Garrelts (dir.), *Routledge Handbook of the Climate Change Movement*, Routledge, Londres, 2014, p. 19-30.

mouvement des GJ a forcé une « mue sociale »<sup>9</sup> des mouvements écologistes en France et a donné lieu à une « extension des enjeux de justice sociale » et à un « cadrage proprement populaire »<sup>10</sup> de l'enjeu écologique. Un nouveau cadrage façonne alors les mouvements écologistes qui approfondissent le caractère socio-économique de leur lutte, et qui se traduit par l'élargissement des thèmes abordés et des actions menées, une plus grande inclusivité et diversité sociologique parmi les militants, et le ralliement avec d'autres luttes sociales.

### **Une justice écologique pour lutter contre les inégalités écologiques.**

L'augmentation des inégalités et l'aggravation de la crise environnementale sont des causes plus globales de l'intégration croissante de la question sociale. Mais surtout, elle relève de la prise en compte de l'interdépendance des inégalités socio-économiques et environnementales. Ainsi, à la justice sociale s'ajoute le terme de « justice environnementale » pour combattre ces inégalités. Les termes de « justice environnementale » et « d'inégalité environnementale » sont les plus fréquemment employés<sup>11</sup>. Leur utilisation est issue de l'*Environmental Justice* des années 1980 et 1990 aux Etats-Unis « lors de mobilisations sociales de groupes défavorisés, afro-américains, contre l'enfouissement de déchets dans leur environnement »<sup>12</sup>. Mais nous utiliserons plutôt l'adjectif « écologique », qui rend compte de la dimension sociale, politique et socio-économique, en considérant que « l'écologie désigne la science qui étudie les relations des êtres vivants entre eux et avec leur environnement » et « se situe donc à un niveau d'abstraction supérieur à l'environnement (Chaumel, La Branche, 2008, p. 102) »<sup>13</sup>. Ainsi, l'adjectif « écologique » met l'accent sur l'intersectionnalité des inégalités et leur cause commune, et sur le fait que les inégalités écologiques sont des inégalités sociales.

---

<sup>9</sup> Reporterre, « Les Gilets jaunes ont forcé la mue sociale du mouvement écologiste », Reporterre, le média de l'écologie - Indépendant et en accès libre, consulté le 13 mai 2024, <https://reporterre.net/Les-Gilets-jaunes-ont-force-la-mue-sociale-du-mouvement-ecologiste>.

<sup>10</sup> Jean-Baptiste Comby & Sophie Dubuisson-Quellier, « Vers une politisation des mobilisations écologiques ? », *La Vie des idées*, 23 mai 2023, <https://laviedesidees.fr/Vers-une-politisation-des-mobilisations-ecologiques>. p. 8.

<sup>11</sup> Agnès Steuckardt, « Justice écologique, justice environnementale, justice sociale dans le discours public francophone », in *Justice écologique, justice sociale*, Environnement (ediSens, 2015), 13-24, <https://doi.org/10.3917/edis.bertr.2015.01.0013>.

<sup>12</sup> *Ibid.* p. 14.

<sup>13</sup> *Ibid.* p. 19.

## Une « convergence des luttes » pour une « écologie sociale et populaire »<sup>14</sup>.

Des mouvements sociaux comme Nuit Debout en 2016, le collectif Plus jamais ça en janvier 2020 ou encore les marches partagées par Alternatiba et le collectif Adama en juillet de la même année ont voulu mener une « convergence des luttes », c'est-à-dire faire converger plusieurs luttes sociales au sein d'un même mouvement. Pour les mouvements écologistes, il s'agit d'adopter de nouveaux modèles comme celui d'une écologie sociale, un modèle écologique anti-capitaliste et anti-productiviste fondé par Murray Bookchin<sup>15</sup>, ou plus actuellement, d'une écologie populaire, qui pose la question des « capacités de l'écologie à s'adresser aux classes populaires » et « à recueillir une large audience auprès de la population »<sup>16</sup>. Le concept d'écologie populaire renvoie aux travaux de J. Martínez-Alier sur *L'écologisme des pauvres*. Il développe l'idée d'une écologie populaire à travers une analyse Nord-Sud, qui prend sa source dans les conflits relatifs à la répartition des richesses et à l'inégale exposition aux risques environnementaux. Cependant, l'analyse des inégalités écologiques Nord-Sud n'est pas transférable au contexte national des pays occidentaux, « où les pratiques de consommation, le lien avec la nature et la terre, ainsi que la structuration sociale et politique des conflits de classe diffèrent largement » (Flipo 2021). L'écologie populaire en France doit nous ramener à l'intégration des classes populaires aux mouvements écologistes et plus largement à leur rapport à l'écologie politique. Au cours de notre développement, nous parlerons de « classes populaires », que nous entendrons comme « les classes populaires contemporaines »<sup>17</sup>, qui ont en commun la pénibilité du travail, la subordination et une faible possibilité d'évoluer professionnellement. Toutefois, nous utiliserons l'exemple du mouvement des GJ tout au long du développement, qui présente une plus grande diversité sociologique que les seules classes populaires (ouvriers et employés), avec une large partie de manifestants issus des classes moyennes, de professions intermédiaires, plus ou moins précarisées<sup>18</sup>. Ainsi, nous

---

<sup>14</sup> Entretien avec Hung, le 3 janvier 2024.

<sup>15</sup> Reporterre, « La pensée essentielle de Murray Bookchin, fondateur de l'écologie sociale », Reporterre, le média de l'écologie - Indépendant et en accès libre, consulté le 12 mai 2024, <https://reporterre.net/La-pensee-essentielle-de-Murray-Bookchin-fondateur-de-l-ecologie-sociale>.

<sup>16</sup> Anne Le Strat, « L'écologie peut-elle être populaire ? », *Mouvements* 23, n° 4 (2002): p. 76, <https://doi.org/10.3917/mouv.023.0076>.

<sup>17</sup> Nicolas Renahy et al., « De la sociologie de la classe ouvrière à la sociologie des classes populaires. Penser ensemble la condition des ouvriers et des employé-e-s », *Savoir/Agir* 34, n° 4 (2015): p. 61, <https://doi.org/10.3917/sava.034.0055>.

<sup>18</sup> Etienne Walker, « Il se dessine une politisation du proche », *L'écologie depuis les ronds-points*, (2020) : p. 25.

utiliserons également le terme de « classes populaires » lorsqu'il s'agira des GJ, tout en sachant qu'elles ne représentent pas l'intégralité du mouvement.

### **Inégalités et rapport à l'écologie politique des classes populaires.**

Pour les mouvements écologistes et leurs militants, mener une écologie populaire est un enjeu de taille dans la mesure où les classes populaires sont à la fois éloignées de la politique institutionnelle et de l'écologie politique. La distance des classes populaires avec la politique institutionnelle est visible au regard de « la hausse de l'abstention et des votes intermittents parmi les ouvriers et les employés », « l'éclatement de leur vote entre gauche et extrême droite », et « le recul de leur représentation parmi les dirigeants politiques, les élus et les militants »<sup>19</sup>. C. Hamidi et A. Trenta mettent en relation cette « désaffection politique des classes populaires » avec « des formes moins institutionnalisées d'engagement comme le militantisme associatif »<sup>20</sup>. En effet, malgré l'importance qu'a eu les associations dans la structuration du monde ouvrier, les classes moyennes sont aujourd'hui au centre des milieux associatifs et militants. À cela s'ajoute l'éloignement des classes populaires à l'écologie politique. J.B Comby parle d'une « dépossession écologique des classes populaires »<sup>21</sup>, c'est-à-dire d'une forme d'exclusion des classes populaires par les classes supérieures, à travers l'imposition de ce que devrait être l'écologie. Paradoxalement, les classes populaires sont celles qui polluent le moins (Chancel, 2017 ; Ivanova et Wood, 2020), du fait de leur faible taux d'émission de gaz à effet de serre, et pourtant celles qui sont les plus exposées aux risques environnementaux (Emelianoff, 2008 ; Deldrève, 2015)<sup>22</sup>. Les classes populaires subissent alors une « double peine »<sup>23</sup>, aggravée par le coût de l'écologisation du mode de vie (Malier 2019) qu'imposent les politiques environnementales (Deldrève et Candau, 2014)<sup>24</sup>.

L'enjeu est de questionner la représentativité et la légitimité des mouvements écologistes actuels dans la mesure où ils traitent de plus en plus des questions sociales et des inégalités

---

<sup>19</sup> Renahy et al., « De la sociologie de la classe ouvrière à la sociologie des classes populaires ». p. 60.

<sup>20</sup> Camille Hamidi et Arnaud Trenta, « Des classes populaires et des associations : quelles redéfinitions des rapports au politique ? », *Sociétés contemporaines* 118, n° 2 (2020): p.10, <https://doi.org/10.3917/soco.118.0005>.

<sup>21</sup> Jean-Baptiste Comby, « À propos de la dépossession écologique des classes populaires », *Savoir/Agir* 33, n° 3 (2015): 23-30, <https://doi.org/10.3917/sava.033.0023>.

<sup>22</sup> Jean-Baptiste Comby et Hadrien Malier, « Les classes populaires et l'enjeu écologique. Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statutaires diverses », *Sociétés contemporaines* 124, n° 4 (2021): p. 38, <https://doi.org/10.3917/soco.124.0037>.

<sup>23</sup> *Ibid.* p. 39.

<sup>24</sup> *Ibid.* p. 38.

écologiques, alors même que les classes populaires, qui sont les plus vulnérables face au dérèglement climatique, ne s'intègrent pas ou ne sont pas intégrées dans ces mouvements.

*Alors pourquoi, malgré l'exacerbation des inégalités et le processus de cadrage des mouvements écologistes, l'intégration des questions socio-économiques, des classes populaires, et des autres luttes sociales au sein de ces mouvements reste limitée ?*

### **Présentation de l'objet d'étude et approche de terrain.**

J'utiliserai la première personne du singulier dans cette seule section dédiée à la présentation de mon objet d'étude, le choix de mon terrain, mes hypothèses, mes procédés et mes résultats d'enquêtes.

Les mouvements écologistes que j'ai choisi d'enquêter sont ceux d'Extinction Rébellion (XR) et du groupe Alternatiba, aussi appelé groupe « AAA » ou « triple A » par ses militants. XR est un mouvement fondé en 2018 au Royaume-Uni, la même année que le mouvement des GJ en France. Le mouvement s'est développé progressivement dans d'autres pays. A Lille, c'est en 2019 que le groupe local d'XR est créé, par une des militants que j'ai enquêté. Le groupe Alternatiba regroupe à Lille trois mouvements écologistes qui sont des branches spécialisées de ce groupe. Alternatiba est créé en 2014 et prend ses origines dans l'association basque Bizi ! . Cette branche se charge de mettre en lumière « des alternatives concrètes contre le réchauffement climatique »<sup>25</sup>. Il s'agit, pour cette branche, d'agir à travers la sensibilisation individuelle à l'écologie, autour des modes de vie quotidien. Action non-violente COP21 (ANV-COP21), créé en 2015 en réaction à la conférence de Paris pour le climat, est la branche d'action non-violente du mouvement, elle agit principalement à travers des actions de désobéissance civile, et est la branche la plus nommée par les militants enquêtés. Enfin, les Amis de la Terre est une association de protection de l'environnement et un mouvement international qui existe depuis 1970, cette branche met davantage l'accent sur les problématiques Nord-Sud liées à l'environnement et qui procède par la diffusion de l'information à travers l'e journalisme et les médias. J'ai choisi ces deux mouvements (XR et le groupe Alternatiba) car ils étaient parmi les mouvements écologistes les plus actifs à Lille, même si l'activité des groupes locaux reste limitée, et parce qu'ils correspondaient aux premiers contacts auxquels j'ai eu accès. De plus, XR et Alternatiba présentent deux profils différents

---

<sup>25</sup> Estelle Moley, « Le mouvement Alternatiba, pour le climat et la justice sociale », 2 juillet 2021, <https://alternatiba.eu/le-mouvement/>.



que nous aurons l'occasion de développer plus profondément au cours du mémoire. Si le groupe Alternatiba, et particulièrement la branche ANV-COP21, s'identifie comme un mouvement défendant la justice sociale, c'est beaucoup moins le cas d'XR, plus centré sur l'urgence climatique, dans le vocabulaire qu'ils utilisent. C'est aussi un mouvement qui n'a pas officiellement soutenu le mouvement des GJ, contrairement à ANV-COP21 et son groupe. Ces différences seront intéressantes à mettre en perspective au cours du développement et seront importantes dans l'analyse et la compréhension des données recueillies.

Pour répondre à ma problématique, j'ai décidé de mener des entretiens semi-directifs avec des militants ou des anciens militants écologistes, d'XR et du groupe Alternatiba. J'ai mené sept entretiens, dont trois qui ont été tenus à distance. La liste détaillée des militants (ou anciens militants) enquêtés est accessible en annexe (cf. annexe 1). J'ai également mené des observations non participantes au début de mon enquête de terrain. Toutefois, je n'ai pas recueilli un nombre suffisant de données, ni de données assez pertinentes pour m'en servir en tant que source primaire dans mon raisonnement. Premièrement, j'ai mené des observations tôt dans mon processus de recherche, à une phase où je n'avais pas encore clairement défini mon sujet. Ainsi, les observations n'étaient pas forcément en rapport avec l'intégration de la question sociale, ni même des mouvements sur lesquels j'ai décidé plus tard de me concentrer. Les observations auraient été plus intéressantes à traiter si elles avaient été participantes et si j'avais été plus régulière à assister aux réunions et événements des mouvements. Cependant, les observations m'ont été utiles pour accéder au terrain et trouver des contacts pour les entretiens, et pour m'approprier mon terrain et apprendre sur mon sujet.

L'objectif des entretiens était de voir dans quelle mesure les mouvements écologistes expérimentent le processus de cadrage et d'intégration sociale que nous avons décrit précédemment, et si cette évolution est volontaire ou subie. Les effets concrets de l'intégration sociale seront visibles à travers le rapport des actions menées par les mouvements écologistes, et les discours qu'ils utilisent, leurs interactions avec les classes populaires et les autres mouvements sociaux. Mais les entretiens ont également servi à aborder un point de vue individuel, celui des militants écologistes, de cette évolution et de ce qu'elle devrait être selon eux. C'est également l'occasion de rapporter leurs propriétés sociales et leur expérience militante à leur positionnement sur la question sociale au sein de la lutte écologique. Pour vérifier cela, je me suis basé sur un guide qui a évolué au fil des entretiens et dont la dernière version est présentée en annexe (cf. annexe 2).

L'accès au terrain a été relativement aisé, connaissant déjà un ancien militant d'ANV-COP21. J'ai ensuite pu mobiliser d'autres contacts au fil des entretiens. Au début de mon terrain, j'ai voulu faire environ dix entretiens, avec une part équilibrée entre les militants d'XR et ceux du groupe Alternatiba. Finalement, j'ai pu m'entretenir avec quatre militants (ou anciens militants) d'XR, deux militants du groupe Alternatiba et deux militants ayant été dans les mouvements. La retranscription du premier entretien que j'ai mené est disponible en annexe (cf. annexe 3). Pour tenir compte de la difficulté d'accès au terrain, sur dix-sept personnes contactées, sept a débouché sur un entretien. Accéder à quelques entretiens supplémentaires aurait pu faire émerger une plus grande régularité dans les données recueillies, et aurait permis de renforcer celles qui ont été faites initialement. Une plus grande diversité parmi les militants, en termes d'âge et de genre par exemple, aurait également pu être plus intéressante.

### **Hypothèses et données recueillies.**

Avant de commencer et de terminer l'enquête de terrain, j'avais formulé des hypothèses qu'il s'agissait de confirmer ou non au cours des entretiens. À la suite des premiers travaux lus dans le cadre de l'état de l'art, certaines hypothèses avaient déjà plus ou moins été confirmées, mais demandaient à être précisées. La première hypothèse était que les militants que je rencontrerais seraient majoritairement une population favorisée, c'est-à-dire qui n'aurait pas subi de contraintes socio-économiques. Globalement, la plupart des militants sont issues des classes moyennes, mais les propriétés sociales des militants (famille, niveau de diplôme, profession...) ont été assez diverses. Une deuxième hypothèse était qu'ils seraient majoritairement en faveur d'une meilleure intégration sociale au sein de leur mouvement. Cette affirmation s'est confirmée, principalement parce que « l'intégration de la question sociale » constitue un sujet assez général pour qu'il soit consensuel. Une troisième hypothèse était que les mouvements écologistes rencontreraient des obstacles au processus d'intégration, sans que je puisse préciser quelles seraient ces obstacles. En effet, plusieurs limites, que nous aborderons plus tard, ont rendu difficile ce processus d'intégration au sein des mouvements écologistes. Une hypothèse de réponse à ces limites était que les militants enquêtés auraient une vision assez idéalisée de l'intégration sociale et déconnectée des réalités concrètes. Ici, cette hypothèse n'est pas confirmée. Les entretiens ont montré que même si les militants n'avaient pas directement subi de contraintes matérielles, ils étaient largement conscients des enjeux socio-économiques actuels et de ce qu'une intégration sociale des mouvements écologistes impliquait. Une autre hypothèse était que les militants auraient des avis partagés concernant le mouvement des GJ.

En effet, nous le verrons, si l'intégration de la question sociale dans son sens large est majoritairement encouragée par les militants, cela a été moins le cas quand il s'agissait de l'intégration de mouvements sociaux existants, comme celui des GJ.

### **Annonce du plan**

Pour développer et contextualiser ces données, nous verrons dans un premier temps quelle est l'origine de l'intégration croissante des questions socio-économiques, des classes populaires et des autres mouvements sociaux au sein des mouvements écologistes étudiés. Nous montrerons tout d'abord que le profil sociologique des militants écologistes est propice à cette intégration sociale, puis que les luttes écologiques et socio-économiques partagent les mêmes causes et les mêmes revendications. Dans un deuxième temps, nous questionnerons la mise en œuvre de cette intégration sociale à travers l'expérience des mouvements écologistes avec le mouvement des GJ, et les incompatibilités concrètes qu'il y a eu entre eux. Tout d'abord en mettant en avant la légitimité limitée des militants écologistes à participer au mouvement et à représenter les GJ, puis en montrant les incompatibilités structurelles et des deux mouvements. Enfin, dans un troisième temps, il s'agira d'apporter des explications aux limites d'intégration des mouvements écologistes, à travers un mécanisme de priorisation de la lutte écologique par rapport aux luttes socio-économiques, qui relèvent tout d'abord d'un positionnement partagé parmi les militants écologistes sur l'intégration sociale, puis par des contradictions idéologiques fondamentales entre les deux mouvements.

## I. Une prise en compte croissante des enjeux socio-économiques au sein des mouvements écologistes.

ANV-COP21 et XR présentent officiellement des positions de lutte contre les inégalités. Pour XR, la justice sociale n'est pas explicitement nommée, mais parmi leurs principes officiels il y a l'inclusivité, le démantèlement des rapports de pouvoirs, et la non-accusation des pratiques individuelles<sup>26</sup>. En termes d'action, des mobilisations telles que la lutte contre la destruction d'emploi causée par Amazon, la lutte contre l'évasion fiscale d'ANV-COP21<sup>27</sup> ou encore les actions pour la gratuité des transports en communs à Lille par XR, sont des preuves de l'imbrication inévitable qu'il y a entre la lutte contre le changement climatique et la justice sociale. Qu'elle soit volontaire ou non, l'intégration de la question sociale, tout comme la tentative de ralliement d'ANV-COP21 avec les GJ « poursuit le processus de « *framing* »<sup>28</sup> que les mouvements environnementaux ont engagé au cours de la dernière décennie, en combinant la lutte contre la crise climatique et les revendications de justice sociale. »<sup>29</sup>

### 1. La défense de valeurs de gauche par les militants écologistes des “classes moyennes supérieures”.

Le premier facteur explicatif de la prise en compte croissante des enjeux socio-économiques au sein des luttes pour l'environnement est le profil sociologique des militants écologistes. Tout en gardant à l'esprit que le processus de cadrage des mouvements écologistes est également stratégique, conformément à leur objectif de « massification de l'action »<sup>30</sup>, aussi le deuxième principe d'XR<sup>31</sup>, l'intégration sociale est également le produit d'une sensibilité particulière aux enjeux d'inégalité et de justice sociale qui s'explique par leurs caractéristiques sociologiques.

---

<sup>26</sup> « Nos principes », Extinction Rebellion, consulté le 8 mai 2024, <https://extinctionrebellion.fr/principes-extinction-rebellion/>.

<sup>27</sup> florent, « Le mouvement ANV-COP21 - ANV-COP21 ».

<sup>28</sup> D. della Porta et L. Parks, « Framing Processes in the Climate Movement. From Climate Change to Climate Justice », dans M. Dietz et H. Garrelts (dir.), *Routledge Handbook of the Climate Change Movement*, Routledge, Londres, 2014, p. 19-30.

<sup>29</sup> Yann Le Lann et al., « Faut-il soutenir les Gilets jaunes ? Le rôle des positions de classe dans le mouvement climat », *Écologie & politique* 62, n° 1 (2021): p. 50.

<sup>30</sup> Entretien avec Céleste, le 4 janvier 2024.

<sup>31</sup> « Nos principes », Extinction Rebellion, consulté le 17 mai 2024, <https://extinctionrebellion.fr/principes-extinction-rebellion/>.

a. Une classe moyenne diplômée propice à l'intégration de la question sociale dans les mouvements écologistes.

Présentons tout d'abord le profil sociologique des militants enquêtés. En termes d'identité de classe subjective, la majorité des enquêtés se sont dit appartenir à la classe moyenne, ou à la « classe moyenne supérieure »<sup>32</sup>. Les militants ont d'ailleurs souvent répondu au nom des militants écologistes dans leur ensemble : « on est issu des classes moyennes supérieures »<sup>33</sup>. Certains, issus de famille plus aisées, ont utilisé les termes de « famille plus que bourgeoise »<sup>34</sup> ou de « famille aisée »<sup>35</sup>. En effet, en se référant aux professions de leurs parents, les militants ont en majorité des parents cadres et professions intellectuelles supérieures (CPIS), avec des métiers comme architecte ou gestionnaire de patrimoine, ou chefs d'entreprise. Parmi cette majorité de militants issues de familles aisées ou des classes moyennes, une majorité appartient ou appartenait à la catégorie des CPIS, et un seul appartient à la catégorie des professions intermédiaires, ce qui témoigne d'une certaine reproduction sociale. Ainsi, parmi les sept militants enquêtés, on ressent une employée, deux professions intermédiaires et quatre CPIS, dont un qui ne l'est plus et s'est retrouvé dans une situation de forte précarité. En effet, une étude socio-démographique des militants d'XR au Royaume-Uni nous montre que, conformément aux critiques qui leur ont déjà été faites d'un mouvement de privilégiés, leurs militants sont majoritairement issus des classes moyennes supérieures et hautement diplômés<sup>36</sup>.

A première vue, le bilan du profil sociologique des militants écologistes constituerait un frein à l'intégration sociale des mouvements écologistes. Leur dotation importante en capital économique peut créer un éloignement avec les classes populaires et une forme de déconnexion avec les réalités socio-économiques. Or, il y a l'idée selon laquelle l'écologie, dénuée de caractère politique, économique et social et pratiquée par les seules classes dominantes, se réduirait à une écologie des pratiques, à de « l'écocitoyenneté »<sup>37</sup>, ou encore, comme l'a dit Céleste, militante à XR :

---

<sup>32</sup> Entretien avec Hung, le 3 janvier 2024.

<sup>33</sup> *Ibid.*

<sup>34</sup> Entretien avec Amil, le 11 mars 2024.

<sup>35</sup> Entretien avec Benoît, le 2 février 2024.

<sup>36</sup> C. Saunders, B. Doherty, G. Hayes. *A new climate movement ? Extinction Rebellion's activists in profile*. Centre for the Understanding of Sustainable Prosperity, 2020.

<sup>37</sup> Matthieu Grossetête, « Quand la distinction se met au vert. Conversion écologique des modes de vie et démarcations sociales », *Revue Française de Socio-Économie* 22, n° 1 (2019): p. 85, <https://doi.org/10.3917/rfse.022.0085>.

« Comme on dit aujourd’hui chez XR, “pas de justice sociale sans justice climatique”. Faire de l’écologie sans question sociale c’est faire du jardinage. » Entretien avec Céleste, le 4 janvier 2024.

Or il ne s’agit pas de l’écologie pratiquée par les militants, car par définition, ils militent, et prônent, pour la plupart, l’intégration de la question sociale au sein de leur mouvement.

Ainsi, malgré le capital économique relativement élevé des militants écologistes, c’est avant tout le capital culturel qui les amène à avoir de l’intérêt pour les inégalités socio-économiques et les classes populaires. M. Grossetête différencie le capital économique du capital culturel dans l’analyse des comportements écocitoyens et établit quatre « structures de capitaux sociaux »<sup>38</sup> qu’il associe à différentes sensibilités à l’écologie. On comprend alors que le capital culturel est bien plus déterminant que le capital économique dans la propension des individus aux comportements reconnus comme éco-responsables. Si nous nous référons aux études des enquêtés, sur sept, un militant a fait un bac + 8, quatre ont fait un bac + 5 et deux ont fait un bac + 3. On voit que les militants enquêtés ont un niveau de diplôme assez élevé, ce qui corrèle avec leur situation professionnelle et leur niveau de vie. Plus particulièrement, ce sont les formes scolaires du capital culturel qui sont « susceptibles de prédisposer, par imprégnation avec le système éducatif, à l’adoption d’un point de vue réflexif sensible aux aspects théoriques et lointains des questions écologiques. »<sup>39</sup> Un ancien militant d’XR, qui a fait une licence de sociologie et est aujourd’hui professeur des écoles en réseau d’éducation prioritaire +, témoignait de l’apport culturel et intellectuel de ses études supérieures :

« Mes études m’ont apporté une base idéologique on va dire, forcément je me suis intéressé aux grands auteurs, et après les études c’est aussi un moment de socialisation militante, y’a une offre militante assez importante. » Hung, 3 février 2024.

Ainsi, le niveau d’étude apporterait aux militants une dotation élevée en capital culturel, en plus de celui qui a pu être acquis lors de la socialisation primaire, ce qui les aurait amenés à se sensibiliser à la cause environnementale et à s’engager politiquement en ce sens. Dans tous les cas, tous les militants enquêtés ont utilisé, au moins une fois pendant leur entretien, des références littéraires, politiques et académiques pour illustrer leur propos, ce qui témoigne d’une importante dotation en capital culturel. Céleste, militant à XR, parlait d’Andreas Malm ;

---

<sup>38</sup> Matthieu Grossetête, « Quand la distinction se met au vert. Conversion écologique des modes de vie et démarcations sociales », *Revue Française de Socio-Économie* 22, n° 1 (2019): p. 87, <https://doi.org/10.3917/rfse.022.0085>.

<sup>39</sup> *Ibid*, p. 92.

Amil, ancien militant à XR et ANV-COP21, faisait référence à Georges Orwell ; Benoît, ancien militant à XR et ANV-COP21, disait avoir lu le bouquin de Pablo Servigne ; Baptiste, ancien militant à ANV-COP21 s'est sensibilisé à l'écologie à 15 ans, après avoir lu une revue scientifique sur le réchauffement climatique. Les deux seuls militants n'ayant pas donné de référence littéraire ou autre lors des entretiens étaient Sylvie, aide-soignante, et Nicolas, technicien de laboratoire, tous les deux issus de familles d'ouvriers. Cette énumération non exhaustive des références données par les militants montre que la classe sociale et le niveau d'étude déterminent l'attrait que les gens peuvent avoir pour lire, et rendent capable d'accéder des concepts et des contenus théoriques, ce qui est propice à l'esprit critique et à l'engagement politique.

De plus, M. Grossetête met en lumière le fait que l'écologisation des pratiques n'est pas le seul résultat d'une sensibilisation à la cause environnementale mais aussi une forme de reconnaissance et une manière de se situer socialement<sup>40</sup>, une dimension symbolique qui se retrouve probablement chez les militants des mouvements écologistes. En effet, mis à part Nicolas, militant à ANV-COP21, tous les militants ont décrit des modes de vie écocitoyen, plus ou moins radicaux : ne pas utiliser la voiture, de pas manger de viande, faire attention à sa consommation d'énergie, limiter au maximum les déchets plastiques. Amil disait même vivre aujourd'hui en autosuffisance dans une *tiny house*.

En plus du capital culturel, induit par le niveau d'étude des militants, il serait intéressant de voir si le secteur d'activité des enquêtés a également une incidence sur leur position concernant l'intégration sociale des mouvements écologistes. L'article « Faut-il soutenir les Gilets jaunes ? Le rôle des positions de classe dans le mouvement climat. » s'intéresse aux divisions internes du « salariat qualifié »<sup>41</sup>, c'est-à-dire des CPIS, qui représentaient la majorité des parents de manifestants des marches pour le climat. Deux secteurs du salariat qualifié ont été identifiés : le secteur de l'éducation et de la culture, et celui des ingénieurs, informaticiens et techniciens. L'étude montre que les manifestants ayant des parents appartenant au groupe « éducation-culture » étaient « nettement plus enclins à affirmer un soutien ou une sympathie pour les Gilets jaunes »<sup>42</sup> que ceux dont les parents appartenaient au groupe « ingénierie ». Ainsi, si le secteur d'activité a un impact sur le positionnement politique et sur la mesure dans

---

<sup>40</sup> Grossetête, « Quand la distinction se met au vert ».

<sup>41</sup> Yann Le Lann et al., « Faut-il soutenir les Gilets jaunes ? Le rôle des positions de classe dans le mouvement climat », *Écologie & politique* 62, n° 1 (2021): p. 52.

<sup>42</sup> *Ibid.* p. 57.

laquelle l'intégration sociale est favorisée, les militants écologistes favorables aux GJ appartiendrait au secteur d'activité de l'éducation et de la culture plutôt que ceux de l'ingénierie. Cette hypothèse est difficile à confirmer à cause du nombre limité de militants enquêtés. En effet, parmi le salariat qualifié des enquêtés, c'est-à-dire les CPIS, il y avait un psychologue, un ancien expert-comptable et deux ingénieurs, l'un dans l'informatique et l'autre dans la musique et l'art contemporain. Ce critère du secteur d'activité est donc intéressant mais trop approximatif pour expliquer la prise en compte croissante de la justice sociale par les militants écologistes.

#### b. Un vote à gauche propice à l'intégration sociale des mouvements écologistes.

Secondement, les militants écologistes s'identifient à travers leur vote à gauche, propice à l'intégration des questions socio-économiques et des classes populaires. Le vote a été une des données recueillies les plus unanime lors des entretiens. Sur sept militants enquêtés, six ont déclaré voter La France Insoumise (LFI), et une militante a déclaré voter blanc depuis 2015. Parmi les militants qui ont déclaré voter LFI, un militant a déclaré avoir adhéré au parti, et un autre militant a déclaré avoir assisté à plusieurs meetings, ce qui montre une forme d'engagement politique de leur part, en plus de leur engagement militant. Selon Céleste, militante à XR, la plupart des militants du mouvement voteraient LFI et seraient impliqués dans le parti : « Y'a souvent des militants LFI qu'on retrouve chez XR [...]. Mais je connais plusieurs responsables de LFI qui sont chez XR Lille. »<sup>43</sup> En effet, N. Brusadelli et Y. Martel montrent qu'en 2014, lors d'un village Alternatiba à Lille, la proximité partisane déclarée était de 40% à la « gauche modérée » et 20% à la « gauche radicale »<sup>44</sup>. À cette époque, LFI n'existant pas, mais on voit que, depuis la genèse du mouvement Alternatiba, la sensibilité de gauche reste majoritaire, sachant que 38% se sont dit proche d'aucun parti<sup>45</sup>. LFI semble en effet être le parti le plus cohérent avec les idées défendues par les militants écologistes. Ce vote s'explique dans un premier temps par l'engagement des militants à l'écologie.

« J'ai voté écolo jusqu'aux présidentielles de 2017. Et en fait après j'ai viré plutôt LFI, parce que LFI commençait à intégrer vraiment le discours écolo, ce qu'ils faisaient pas avant, en 2012.

---

<sup>43</sup> Entretien avec Céleste, le 4 janvier 2024.

<sup>44</sup> Nicolas Brusadelli et Yannick Martell, « Réformer le militantisme, relancer le mouvement climat. Sur la genèse d'Alternatiba », *Actes de la recherche en sciences sociales* 242, n° 2 (2022): p. 7, <https://doi.org/10.3917/arss.242.0004>.

<sup>45</sup> *Ibid.*



Avec un discours qui était un peu moins *greenwashing* que EELV. En tout cas moins, capitalisme vert. » Baptiste, 11 janvier 2024.

Cet ancien militant d'ANV-COP21 montre que, le parti d'Europe Ecologie les Verts, malgré son nom, ne correspond pas à l'écologie défendue par les militants, c'est-à-dire une écologie qui remet en cause le capitalisme et le libéralisme, et qui prône une limitation de la croissance, voire une décroissance. Céleste adoptait le même discours péjoratif à propos du parti :

« Aujourd'hui EELV, [...] c'est Jadot et la croissance verte. Ils disent : "on va produire, on va faire des panneaux photovoltaïques, des éoliennes, etc. ». Mais ça reste dans la production, du productivisme. » Céleste, 4 janvier 2024.

Le rejet d'EELV par les militants écologistes montre qu'ils réprouvent « le consumérisme et l'esprit du capitalisme (Boltanski et Chiapello, 1999) »<sup>46</sup>. Il y a donc une question prioritaire pour les militants, celle de l'écologie, à laquelle il faut répondre par le vote pour LFI.

Mais le vote à gauche, et celui pour LFI en particulier, implique également une sensibilité aux questions socio-économiques. Cela se traduit par exemple par la volonté d'une meilleure répartition des richesses, de modes de démocratie plus directs, une dénonciation des inégalités et une défense des minorités. La présence de LFI au sein du mouvement des GJ a également mis en avant le caractère social du parti. Baptiste, ancien militant à ANV-COP21, a commencé à s'intéresser au mouvement des GJ lors des meetings de LFI :

« Et dans la France Insoumise y'avait un gros débat à ce moment-là : "est-ce qu'il faut y aller ?" (voir les GJ) Avec Clémentine Autain qui était plutôt contre. Et moi je me suis dit : "faut aller voir." »

Le vote à gauche est donc en corrélation, à la fois avec la lutte écologique et la lutte sociale et constitue un élément propice à l'intégration de la question sociale dans les mouvements écologistes.

Enfin, l'expression du vote à gauche se retrouve également au cours des carrières militantes (O. Filleule) des enquêtés. En faisant le lien avec les notions de M. Pette et F. Eloire de "l'espace de la cause des étrangers"<sup>47</sup>, nous voyons qu'au-delà de leur engagement à XR et

---

<sup>46</sup> Grossetête, « Quand la distinction se met au vert », p. 93.

<sup>47</sup> Mathilde Pette et Fabien Eloire, « Pôles d'organisation et engagement dans l'espace de la cause des étrangers. L'apport de l'analyse des réseaux sociaux », *Sociétés contemporaines* 101, n° 1 (2016): 5-35, <https://doi.org/10.3917/soco.101.0005>.

Alternatiba, les enquêtés ont montré un « multi-engagement »<sup>48</sup> et ont souvent été dans les mêmes mouvements, associations et mouvances. Parmi les six militants enquêtés, deux ont milité à L214, quatre ont participé au mouvement des GJ, deux se sont engagées dans la cause des étrangers, quatre ont évoqué leur appartenance à l’anarchisme, cinq à l’altermondialisme, et la majorité se sont revendiqués féministes, antiracistes, anti-homophobes et anti-transphobes. Ces données nous permettent de comprendre les « liens de co-affiliation inter-associatives »<sup>49</sup> qui existent entre différentes causes, et permettent de renforcer l’idée que le profil des militants est assez homogène. Ainsi on remarque que, ce qu’on pourrait appeler « l’espace de la cause écologiste » a un fort ancrage à gauche à travers la défense des minorités, la demande de justice sociale et la remise en cause du système capitaliste.

Pour conclure, nous avons vu que le profil sociologique des militants écologistes était propice à l’intégration des questions socio-économiques, des classes populaires et des mouvements sociaux. Tout d’abord car les militants écologistes représentent une classe moyenne hautement diplômée qui dispose des ressources nécessaires à la sensibilité à l’écologie et à l’engagement. Mais c’est avant tout le vote à gauche qui est à la fois une cause et une conséquence de l’engagement écologique des militants, à travers la lutte contre des causes communes.

---

<sup>48</sup> Pette et Eloire, « Pôles d’organisation et engagement dans l’espace de la cause des étrangers ». p. 5.

<sup>49</sup> *Ibid.* p. 23.

## 2. “Fin du monde, fin du mois, même combat” : un consensus autour d’une “convergence” des luttes environnementales et sociales.

Nous avons vu que les militants écologistes présentaient un profil sociologique propice au vote de gauche, lui-même propice à la défense des questions socio-économiques. Lors des entretiens, lorsqu’était posée la question de l’intégration de la question sociale dans les mouvements écologistes, une réponse récurrente était la mise en commun des luttes sociales et environnementales. Il ne s’agit pas seulement de lutter pour les deux formes d’inégalités, mais de lutter contre une cause commune des inégalités sociales et environnementales. Nous nous inspirons ici du postulat de V. Deldrève sur l’intersectionnalité des inégalités selon lequel les formes d’inégalités sociales et environnementales ne s’additionnent pas, mais tendent à « se coproduire et à se renforcer mutuellement (Candau et Roussary, 2020) »<sup>50</sup>. A travers la phrase « fin du monde, fin du mois, même combat »<sup>51</sup>, une enquêtée résumait la place donnée aux enjeux socio-économiques par les militants écologistes. En effet, ces derniers ne remettent pas en cause l’importance de ces enjeux, dans la mesure où les enjeux environnementaux dépendent du même système qu’il s’agit de combattre.

### a. La convergence des luttes contre le productivisme.

Dans un premier temps, c’est le système économique qui est remis en cause. Pour les militants écologistes enquêtés, le système capitaliste est la cause commune des problèmes sociaux et environnementaux.

« Il y a des actionnaires, des bourgeois, dans le capitalisme c’est la même chose, c’est ceux qui détiennent les moyens de production [...]. En fait, ces gens-là, par leur dire de productivisme, ils sont en train de faire couler la planète. » ; « Aujourd’hui, on est dans un système économique qui fait que broyer, exploiter le travail humain et la nature, considérés comme des ressources, pour une accumulation de profit, juste pour ça. » Entretien avec Céleste, le 4 janvier 2024.

Ici, la lutte contre le système économique capitaliste se justifie par une surexploitation du vivant dans son ensemble, c’est-à-dire de la Terre et des Hommes. P. Guillibert distingue deux types d’usages productifs de la nature. Il y a dans un premier temps « l’appropriation »<sup>52</sup> des ressources de la planète, à travers l’extraction et l’accumulation des ressources naturelles, et

---

<sup>50</sup> Valérie Deldrève, « La fabrique des inégalités environnementales en France. Approches sociologiques qualitatives », *Revue de l’OFCE* 165, n° 1 (2020) : p. 8, <https://doi.org/10.3917/reof.165.0117>.

<sup>51</sup> Entretien avec Sylvie, le 21 mars 2024.

<sup>52</sup> « Exploiter les vivants. Une écologie politique du travail. Paul Guillibert, Éditions Amsterdam, 2023, 208 p. », *EcoRev* 55, n° 2 (2023) : p. 237, <https://doi.org/10.3917/ecorev.055.0235>.

dans un second temps la « mise au travail »<sup>53</sup> de ces ressources, à travers l'aliénation et l'exploitation par le travail. Cependant, selon lui, ces dérives ne sont pas seulement la source du système capitaliste, il s'agit avant tout de lutter contre les logiques de production et de consommation en elles-mêmes.<sup>54</sup> Ces logiques proviennent de phénomènes historiques divers tels que le système d'enclosure, l'extraction des métaux, l'économie de plantation et l'esclavage. Tous ces phénomènes ont établi des systèmes d'exploitation du travail et de la nature, que le système capitaliste exacerbe à travers une privatisation accrue de ces ressources, un productivisme et un consumérisme croissant. Les liens entre extraction, production et exploitation impliquent ainsi un rapport de force imposé par le système économique.

« J'ai toujours été contre toute forme de domination, donc pour moi le lien entre l'antispécisme, le racisme, l'homophobie... pour moi il est clair. A chaque fois c'est la même reproduction du même schéma. [...] Peu importe la personne opprimée, qu'elle soit humaine ou non humaine, la planète peut être victime de notre domination. » Entretien avec Benoît, le 2 février 2024.

« Les idées de révolte sont toujours les mêmes, que ce soit contre le capitalisme, le patriarcat, le néo-colonialisme, c'est toujours la même lutte. » Entretien avec Amil, le 11 mars 2024.

Le point commun de ces extraits d'entretiens est la lutte contre toutes formes d'oppression ou de domination, d'ordre économique, mais pas seulement. Ces extraits mettent d'ailleurs en lumière, non seulement les liens existants entre exploitation de la nature et exploitation des travailleurs, mais aussi celui entre exploitation de la nature et l'exploitation des femmes d'une part, à travers les travaux écoféministes comme ceux de C. Merchant par exemple ; et l'exploitation des personnes racisées d'autre part, à travers le « racisme environnemental » (B. Chavis) et les inégalités environnementales à l'échelle globale, entre Nord et Sud. Ces courants mettent en lumière l'intersectionnalité des inégalités, qui doit donc être combattu à travers des luttes communes. Pour revenir sur les conditions socio-économiques créées par la production et le travail, S. Barca se base sur « le paradigme de justice environnementale »<sup>55</sup> pour comprendre le lien entre travail et environnement. Pour elle, en s'inspirant de K. William Kapp, une conscience écologique naît dans le milieu du travail, du fait des « coûts sociaux de production dans le système capitaliste »<sup>56</sup>. Ces coûts sociaux concernent la santé, le travail et

---

<sup>53</sup> « Exploiter les vivants. Une écologie politique du travail ». p. 237.

<sup>54</sup> *Ibid.*

<sup>55</sup> Stefania Barca, « Sur l'écologie de la classe ouvrière : un aperçu historique et transnational », trad. par Chrislain-Eric Kenfak, *Écologie & politique* 50, n° 1 (2015): 23-40, <https://doi.org/10.3917/ecopo.050.0023>. p. 23.

<sup>56</sup> Barca, « Sur l'écologie de la classe ouvrière ». p. 25.

l'environnement, trois facteurs interdépendants qui constituent des « externalités négatives »<sup>57</sup> de la croissance économique. La prise de conscience de ces connexions est alors susceptible « de produire une critique radicale du système économique et un nouveau discours d'émancipation potentiellement dangereux pour l'ordre politique et économique »<sup>58</sup>. Ainsi, même si elle n'est pas verbalisée en tant que telle, la justice environnementale serait l'objectif partagé par les militants dans le cadre d'une convergence des luttes sociales et environnementales, contre le système capitaliste. De plus, on voit qu'à travers la critique du capitalisme, une dichotomie est faite entre, d'un côté les privilégiés, les personnes qui ont le pouvoir, et de l'autre le peuple ou les travailleurs. J.B. Comby, dans son nouvel ouvrage *Ecolos, mais pas trop... Les classes sociales face à l'enjeu environnemental*, insiste sur la nécessité de la transition écologique d'amener à une transformation de l'ordre social et d'une lutte des classes. Pour lui, l'écologie en elle-même n'est pas souhaitable tant qu'elle n'implique pas de remise en cause du système économique et du rapport entre classes. En ce sens, les deux luttes sont interdépendantes et ne peuvent être menées de manière dissociée.

#### b. Une lutte commune contre le système démocratique.

C'est ainsi que, dans un second temps, ce n'est pas seulement le système économique qui est remis en cause par les militants écologistes, mais le système politique dans son ensemble, et plus particulièrement la démocratie représentative. XR exige « la mise en place d'une assemblée citoyenne tirée au sort dans le but de répondre efficacement à l'urgence écologique »<sup>59</sup>, cette revendication rappelle la proposition de Convention citoyenne pour le climat émise durant le mouvement des GJ par le collectif des Gilets citoyens. Le référendum d'initiative citoyenne était également une revendication du mouvement, qui propose un stade encore avancé de dispositif de démocratie directe. En effet, au cours des entretiens, les militants justifiaient l'intégration de la question sociale au nom d'une démocratisation du système politique. Pour une majorité de militants, le mouvement des GJ constituait une opportunité importante d'élan démocratique :

---

<sup>57</sup> Barca, « Sur l'écologie de la classe ouvrière ». p. 25.

<sup>58</sup> *Ibid.* p. 29.

<sup>59</sup> « Assemblées Citoyennes », Extinction Rebellion, consulté le 12 mai 2024, <https://extinctionrebellion.fr/assemblies-citoyennes/>.

« Et là, il y a eu le mouvement des Gilets jaunes, et pour moi ça a eu du sens de me dire « oui, ça y est, la population se révolte, elle se réveille ». » Entretien avec Benoît, ancien militant à XR et ANV-COP21 le 2 février 2024.

Pour Amil, ancien militant à XR et à ANV-COP21 également, le mouvement des GJ, « c'était la prise de pouvoir de la place publique, on reprend conscience de la force du peuple. »<sup>60</sup> Ici, le mouvement des GJ est identifié au peuple par les militants, et au-delà de revendications démocratiques, les manifestations sont vues comme des soulèvements du peuple. Cette vision rejoint le parallèle fait par G. Grunberg entre les GJ et les Sans-culottes, représentant tous deux la souveraineté du peuple, « maîtres de l'espace public »<sup>61</sup>, et exprimant une forte hostilité « à la personne du président de la République »<sup>62</sup>.

Cet espoir démocratique provient tout d'abord d'une crise de la démocratie représentative dénoncée par les militants enquêtés :

« On est dans un système en apparence démocratique, avec des votes qui sont extrêmement orientés par les médias, possédés par des personnes riches. L'abstention et le sentiment d'impuissance les sert. Donc il n'y a pas de volonté que la démocratie soit saine et vivante. » Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

On voit que l'impopularité du gouvernement au sein des GJ est une position partagée par les militants écologistes, toujours dans une dichotomie caricaturale de la société, entre les privilégiés, « les riches »<sup>63</sup>, ceux qui ont le pouvoir, et le peuple, « les prolétaires »<sup>64</sup> : « Aujourd'hui, les prolétaires c'est la plus grande masse du peuple, et il n'existe pas de pays vraiment démocratiques. Nous sommes en République, pas en démocratie. »<sup>65</sup> Le site officiel d'XR dédie une page l'assemblée citoyenne, où ils expriment leur méfiance vis-à-vis du pouvoir politique :

« C'est bien parce que le gouvernement représentatif, que l'on ne cesse de parer d'étranges vertus démocratiques, a été pensé dès ses débuts dans une véritable défiance envers le peuple. Ce dernier, jugé incapable de gouverner, ne peut que s'exprimer par la voix de celles et ceux

---

<sup>60</sup> Entretien avec Amil, le 11 mars 2024.

<sup>61</sup> Gérard Grunberg, « Les "GJ" et la crise de la démocratie représentative », *Le Débat* 204, n° 2 (2019): p. 97, <https://doi.org/10.3917/deba.204.0095>.

<sup>62</sup> *Ibid.* p. 99.

<sup>63</sup> Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

<sup>64</sup> Entretien avec Amil, le 11 mars 2024.

<sup>65</sup> *Ibid.*

qu'il a élu·es, des élites dont le mérite se confond souvent avec les privilèges sociaux dont ils·elles ont hérité. »<sup>66</sup>

Le rapport à la classe politique des militants écologistes présentent cependant quelques contradictions, particulièrement concernant le vote. XR et Alternatiba sont des mouvements apolitiques. Parmi leurs militants, une partie semblent ne pas voter, par militantisme, pour ne pas légitimer le système. Selon certains militants, le militantisme serait une participation politique plus importante et justifierai l'abstention : « Moi je suis contre le vote. Le vote c'est « élection, piège à cons ». Je considère que le changement sociétal, ça se fait là, au plus petit. »<sup>67</sup> Cet extrait témoigne encore d'une méfiance, voire d'une position désabusée envers les dirigeants politiques et le système représentatif. Pourtant, cette même militante d'XR disait plus tard lors de l'entretien : « Même si je vote, parce qu'aujourd'hui l'abstention ne sert à rien »<sup>68</sup>. En effet, six militants sur sept affirment voter, et la plupart dénoncent l'abstention, même si pour eux, la non prise en compte du vote blanc est « anticonstitutionnelle »<sup>69</sup>, et que le vote en lui-même ne suffit pas.

« Pour moi ça reste le moyen le plus direct pour changer les choses, si ça arrive au pouvoir. En tout cas on ne peut pas déserté les élections et laisser un boulevard à des idées contraires. » Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

« Démocratie c'est quoi, c'est le pouvoir du peuple par le peuple. [...] Là c'est toi qui es censé décider. C'est toi qui es censé faire de la démocratie au quotidien. C'est toi qui es censé aller voter. » Entretien avec Céleste, le 4 janvier 2024.

« Je vote France Insoumise parce que je fais barrage à tous les autres, et pour moi c'est celui qui correspond à peu près à ce que je voudrais. En tout cas c'est l'ennemi que je souhaiterai combattre dans la rue, parce que je sais qu'ils m'enverront moins facilement la police, et que ce sera beaucoup plus facile de militer. » Entretien avec Benoît le 2 février 2024.

On comprend alors que les militants votent essentiellement par dépit, soit pour un parti politique qui ne présentent pas assez d'idées radicales concernant l'écologie, soit blanc, tout en sachant que leur vote n'est pas comptabilisé. Le fait que les militants privilégient le militantisme au vote comme manière de remettre en cause le système politique témoigne également de leur manque de confiance envers le système représentatif.

---

<sup>66</sup> « Assemblées Citoyennes ».

<sup>67</sup> Entretien avec Céleste, le 4 janvier 2024.

<sup>68</sup> *Ibid.*

<sup>69</sup> Entretien avec Sylvie, le 21 mars 2024.

Mais ce sont également les mouvements écologistes qui présentent des failles démocratiques. C'est plus particulièrement le cas du groupe Alternatiba, plus hiérarchisé qu'XR. Nicolas, militant à ANV-COP21, justifiait la convergence du mouvement avec les GJ par une stratégie de démocratisation de celui-ci. Baptiste, ancien militant d'ANV-COP21, était plus critique sur les failles démocratiques du mouvement :

« [...] des gens qui ont peur de perdre leur pouvoir, et donc, sous un vernis démocratique, en fait, c'est pas du tout démocratique, et c'est un petit groupe qui décide pour tout le monde. »

Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

En ce sens, le rapprochement avec le mouvement des GJ, qui prône des formes de démocratie plus directe, leur permettrait de résoudre ce problème au sein de leur mouvement. Des failles démocratiques au sein du mouvement des GJ, ou plutôt des difficultés à maintenir une horizontalité au sein du mouvement, ont également été relatées par les enquêtés. Les causes en étaient l'émergence de leaders au sein du mouvement et la tentative de récupération du mouvement par les partis politiques. Finalement, que ce soit pour les écologistes ou les GJ, il s'agissait de prôner des nouveaux modes de participation politique, et notamment de réclamer un exercice direct du pouvoir. Cela s'est traduit par le Référendum d'initiative citoyenne (RIC), qui a pu constituer une bascule dans l'évolution du mouvement, et une ouverture aux mouvements écologistes : « Quand ils ont parlé de RIC (les GJ), de distribution des richesses, là ça m'a intéressé. »<sup>70</sup> Mais au-delà du référendum, certains militants ont préconisé un système décentralisé, plus tourné vers les communes et une administration à l'échelle locale.

« C'était intéressant pour moi de voir comment on discute ensemble, et comment le processus démocratique dans le groupe permettait d'éviter justement, malgré la présence de l'extrême droite, des dérives d'extrême droite. » Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

Ainsi, c'est également le militantisme lui-même et les protestations menées par les GJ elles-mêmes qui font « de la démocratie au quotidien »<sup>71</sup>, et qui constitue une participation politique importante.

Pour conclure ce premier chapitre, nous avons vu que l'intégration croissante des questions socio-économiques, des classes populaires et des autres mouvements sociaux était en lien avec un nouveau processus de cadrage des mouvements écologistes. Ce cadrage s'est fait de manière stratégique mais aussi de manière naturelle. On a vu que le profil sociologique des

---

<sup>70</sup> Entretien avec Amil, le 11 mars 2024.

<sup>71</sup> Entretien avec Céleste, le 4 janvier 2024.



militants écologistes, qui n'a d'ailleurs pas beaucoup changé depuis 2014, implique une prise en compte inévitable des questions socio-économiques. Les auteurs que nous avons abordés nous servent à théoriser et comprendre les liens qui existent entre la cause environnementale et les questions socio-économiques, dont les militants écologistes sont de plus en plus conscients. L'idée d'une convergence des luttes sociales et environnementales va donc de soi, à la fois pour combattre les failles du système productiviste et du système représentatif.

## II. Une expérience avec le mouvement des Gilets jaunes qui témoigne de la difficile mise en pratique d'une « convergence des luttes ».

L'imaginaire de la convergence des luttes a été porté lors des marches pour le climat du fait de la diversité des acteurs présents. Cependant, au moment de la mise en œuvre des actions communes entre ces acteurs, il a été difficile d'observer la structuration d'une réelle convergence, qui s'est réduite à des rapprochements parcellaires et irréguliers entre les mouvements écologistes et les GJ. Elle s'explique principalement par « des logiques de distinction sociale et des rapports à l'action trop divergents »<sup>72</sup>. Parmi les militants enquêtés, quatre ont participé activement au mouvement des GJ. C'est sur l'expérience de ces quatre militants que nous allons nous baser pour avoir un aperçu des interactions qui ont eu lieu entre les mouvements écologistes et celui des GJ, entre 2018 et 2019. Dans cette partie, nous verrons que derrière la volonté des mouvements écologistes et de leurs militants à lutter ensemble pour les mêmes luttes, la mise en pratique de ces idéaux a été mise à l'épreuve par les réalités concrètes du terrain. Nous verrons que les difficultés sont allées de la « délégation populaire »<sup>73</sup> des GJ envers les écologistes, aux différents répertoires d'actions des mouvements étudiés.

### 1. Une légitimité limitée des militants écologistes à représenter les classes populaires et les Gilets jaunes.

La participation au mouvement des GJ des militants enquêtés s'est manifesté de différentes manières et à des degrés différents. Si certains se sont abstenus de faire plus que d'« aller voir »<sup>74</sup>, c'est-à-dire d'assister passivement aux rassemblements, d'autres ont participé aux blocages, aux manifestations, aux réunions ou encore aux assemblées générales. Sylvie, par exemple, ancienne militante à XR, s'est dit très impliquée au début du mouvement. Elle l'a rejoint dès novembre 2018 et a organisé des manifestations et des réunions GJ pendant plusieurs mois. C'est également la régularité de la participation à ces événements qui différencie l'implication des enquêtés. Baptiste, par exemple, ancien militant à ANV-COP21, disait avoir assisté aux assemblées générales tous les mercredis et aux manifestations tous les samedis. Mais l'implication globale des militants dans le mouvement des GJ a été limitée, par peur de ne pas être légitime à participer, voire à représenter le mouvement.

---

<sup>72</sup> Le Lann et al., « Faut-il soutenir les Gilets jaunes ? » p. 50.

<sup>73</sup> Lorenzo Barrault-Stella et Bernard Pudal, « Représenter les classes populaires ? », *Savoir/Agir* 34, n° 4 (2015): p. 73, <https://doi.org/10.3917/sava.034.0071>.

<sup>74</sup> Entretien avec Nicolas, le 19 mars 2024.

### a. La représentation-incarnation.

Pour expliciter ce que nous entendons par « représentation », nous nous baserons sur la notion de représentation-incarnation de Y. Sintomer. Cette forme de représentation « implique l’incarnation juridico-politique d’une multiplicité dans un corps unique, plutôt qu’un transfert d’autorité juridique »<sup>75</sup>. Elle est différente de la représentation-mandat, puisqu’elle n’implique pas la désignation d’une personne par le groupe. Il s’agit de la forme de représentation à l’œuvre au sein des mouvements sociaux que nous étudions. En effet, que le mouvement des GJ soit représenté par d’autres GJ, des militants écologistes, ou encore des personnalités politiques, ces représentants ne prétendent pas avoir été élus par les GJ. Cependant, la représentation-incarnation confronte d’une part, la critique des GJ et des écologistes du principe habituel de la démocratie représentative, et de l’autre, la méfiance des GJ vis-à-vis de leur représentation par des tiers qui ne défendraient pas leurs intérêts<sup>76</sup>.

### b. Le rôle performatif du représentant et les « tentative de récupération » du mouvement des Gilets jaunes.

Premièrement, la représentation-incarnation joue un rôle performatif, c’est-à-dire que l’existence du représentant contribue à la construction de l’identité unifiée du groupe, « au-delà de la multiplicité des éléments qui le composent »<sup>77</sup>. Cette idée rejoint le mécanisme de délégation de P. Bourdieu, la nécessité pour un groupe d’être représenté par un porte-parole. Elle implique une forme de domination dès lors que le représentant est responsable de l’existence du groupe représenté, et crée une atteinte aux idéaux démocratiques des militants écologistes et GJ. Ainsi, si la représentation fait le groupe représenté, il est déterminant de savoir qui le représentera, ou à qui il sera identifié. C’est ce qui a donné lieu aux « tentatives de récupération »<sup>78</sup> des partis politiques, du Rassemblement National et de LFI, et des mouvements limitrophes, comme le mouvement climat et ANV-COP21.

En effet, les mouvements écologistes ont également essayé de tirer profit du mouvement des GJ. Que ce soit à XR ou à Alternatiba, les militants enquêtés ont tous rappelé que la priorité

---

<sup>75</sup> Yves Sintomer, « Les sens de la représentation politique : usages et mésusages d’une notion », *Raisons politiques* 50, n° 2 (2013): p. 21, <https://doi.org/10.3917/rai.050.0013>.

<sup>76</sup> Grunberg, « Les “GJ” et la crise de la démocratie représentative ». p. 7.

<sup>77</sup> *Ibid.* p. 7.

<sup>78</sup> Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

de leur mouvement était de « massifier l'action »<sup>79</sup>, c'est-à-dire de faire adhérer le plus de personnes possibles aux mouvements écologistes, pour en faire des mouvements de masse.

« J'ai essayé d'amener la question écologique chez les Gilets Jaunes et amener la question sociale chez les écolos. Et ça a été compliqué. [...] Je travaillais à essayer de faire des ponts mais j'essayais pas d'imposer non plus ce thème-là. » Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

D'un côté, conscient de son statut social et de son identification en tant qu'écologiste, Baptiste, ancien militant à ANV-COP21, ne voulait pas influencer le mouvement, mais de l'autre, il admet avoir essayé de sensibiliser les GJ à l'écologie. Cela témoigne de l'intérêt qu'ont eu les mouvements écologistes à se rapprocher du mouvement des GJ, pour essayer de cadrer le mouvement, c'est-à-dire de redéfinir les enjeux du mouvement, ici le recentrer autour des questions écologiques. Un rapport de pouvoir peut alors s'identifier entre les GJ et les mouvements qui ont tenté de les représenter, dans la mesure où les classes populaires, et les primo-manifestants que représentent les GJ sont « particulièrement disposées à être manipulées par des mandataires qui, profitant de cette dépossession inhérente à leur condition, détournent à leur profit ce besoin d'être représenté. »<sup>80</sup>

### c. L'enjeu de la similarité sociale entre représentants et représentés.

Deuxièmement, la représentation-incarnation est définie comme une représentation où le représentant ou le groupe représentant est identifié à « l'entité qu'elle prétend incarner », lorsqu'il est « socialement similaire au groupe représenté »<sup>81</sup>. Y. Sintomer fait également une dichotomie entre la représentation-distinction et la représentation-similitude pour questionner la nécessité de la représentativité sociologique du représentant<sup>82</sup>. Pour V. Dutoya et S. Hayat, « l'appartenance au groupe des représentés est un élément crucial pour les représentants, qu'il s'agisse de l'ancrage territorial [...] ou bien de l'appartenance à un groupe social. »<sup>83</sup> Ici on retrouve l'idée selon laquelle, par défaut d'identification au groupe des GJ, du fait de leur trop grande différence sociologique avec le mouvement, les militants écologistes adoptent un défaut de légitimité. En effet, le partage de caractéristiques sociales et de conditions d'existence peut

---

<sup>79</sup> Expression reprise lors de l'entretien avec Hung, le 3 janvier 2024, ou encore avec Céleste, le 4 janvier 2024.

<sup>80</sup> Barrault-Stella et Pudal, « Représenter les classes populaires ? » p. 73.

<sup>81</sup> Sintomer, « Les sens de la représentation politique », p. 6.

<sup>82</sup> *Ibid.* p. 29.

<sup>83</sup> Virginie Dutoya et Samuel Hayat, « Prétendre représenter. La construction sociale de la représentation politique », *Revue française de science politique* 66, n° 1 (2016): p. 19, <https://doi.org/10.3917/rfsp.661.0007>.

avoir une incidence sur l'implication des militants. Cela se traduit par le fait d'avoir subi ou de subir les mêmes contraintes socio-économiques, et de les avoir perçues comme des injustices. L'hostilité à l'égard des dirigeants politiques peut également être un sentiment partagé par les militants. En effet, la démission d'E. Macron a été une des revendications du mouvement des GJ, et le vote à gauche des militants écologistes est propice à la critique de son gouvernement. Ces expériences communes peuvent alors créer un sentiment d'appartenance au mouvement des GJ. Par exemple, Sylvie, aide-soignante, a joué un rôle significatif au sein du mouvement de Lille en participant à l'organisation de réunions et de manifestations des GJ. On peut alors s'imaginer que sa profession l'a amené à s'identifier au mouvement des GJ et à s'y impliquer de manière importante. Cependant, les entretiens ne permettent pas de confirmer une tendance constante des militants de milieux plus modestes à s'impliquer et à s'identifier au mouvement. L'expérience de Nicolas, militant à ANV-COP21, nous sert de contre-exemple. Malgré son origine sociale, issu d'une famille d'ouvriers, et sa profession, technicien de laboratoire, ce militant s'est contenté « d'aller voir »<sup>84</sup>, en parlant des GJ. Ayant connu une forme d'ascension sociale, par rapport à son père ouvrier et sa mère femme de ménage, ce militant a peut-être souhaité se distinguer de son milieu social d'origine en ne participant pas davantage au mouvement.

Un autre élément explicatif de l'implication limitée des militants dans le mouvement est leur identification première à la lutte écologiste. Selon les entretiens, la participation active des militants dans le mouvement des GJ n'impliquait pas forcément une identification à celui-ci. Parmi les enquêtés ayant participé activement au mouvement, un militant seulement s'est identifié comme « GJ ». Le reste des militants s'identifiaient à travers l'utilisation du « nous » pour parler des écologistes et du « ils » pour parler des GJ.

On comprend alors la prudence adoptée par la plupart des militants enquêtés à s'approprier la lutte des GJ. En effet, si certains enquêtés issus de milieux favorisés se sont impliqués dans le mouvement, ils n'ont pas pris le risque d'adopter des rôles trop directifs, conscients de leur position privilégiée parmi les GJ. Un militant illustre ce sentiment d'illégitimité, alors même qu'il avait participé au mouvement des GJ avant d'intégrer ANV-COP21 :

---

<sup>84</sup> Entretien avec Nicolas, militant à ANV-COP21, le 19 mars 2024.

« J'avais toujours ce problème de légitimité qui faisait que... Je participais mais je ne cherchais pas à m'affirmer. Je n'ai jamais essayé de prendre vraiment la parole en réunion, lancer des trucs. » Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

Ce militant, ingénieur spécialisé dans l'art, illustre l'impossibilité, pour certains militants privilégiés, de défendre pleinement certaines luttes sociales, soit par exclusion de la part du groupe concerné, soit par respect envers ce groupe. En effet, il explique plus tard, au cours de l'entretien : « Mais GJ j'ai toujours été un peu, je ne me sentais pas hyper légitime. Moi je suis venu pour voir au départ. Mais c'est pas mon milieu quoi. »<sup>85</sup> En gardant leur distance avec le mouvement des GJ, les militants écologistes évitent peut-être d'aggraver ou de participer à la dépossession écologique des classes populaires. Les *subaltern studies* montrent en effet que tout discours au nom des subalternes, ou même tout discours sur les subalternes, participe à leur invisibilisation. Dès lors que nous soutenons l'idée qu'un représentant doit être sociologiquement similaire au groupe qu'il représente, des personnes moins aisées comme les GJ ne peuvent être représentées par des personnes plus aisées comme les mouvements écologistes, et inversement. Ainsi, en plus de la participation limitée des militants écologistes au sein du mouvement, on comprend la cause de l'intégration modérée des enjeux socio-économiques et des classes populaires dans les mouvements écologistes.

#### d. Parler au nom des représentés : la prétention à la représentation.

Troisièmement, la représentation-incarnation implique que le représentant « s'exprime au nom de l'entité représentée » ou prenne « des décisions contraignantes pour celle-ci sans que les représentés aient exprimé une volonté explicite et donné un mandat »<sup>86</sup>. En effet, dans un mouvement comme celui des GJ, contrairement aux mouvements écologistes, il est impossible de prendre des décisions et d'agir selon l'accord de l'ensemble du groupe. Ainsi, le rôle directif qu'on put prendre certains militants écologistes comme Sylvie, présente encore des contradictions avec les idéaux démocratiques qu'ils défendent. Nous pouvons cependant nuancer ce défaut démocratique par la notion « d'imposture légitime » de Bourdieu, qui montre que les intérêts des représentants peuvent être invisibilisés, notamment car, selon lui, les intérêts du « mandataire et des mandants coïncident dans une grande mesure »<sup>87</sup>. Ainsi, le représentant serait légitime dès lors qu'il défendrait suffisamment les intérêts du groupe représenté. La

---

<sup>85</sup> Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

<sup>86</sup> Hayat, Péneau, et Sintomer, « La représentation-incarnation ». p. 7.

<sup>87</sup> Pierre Bourdieu, « La délégation et le fétichisme politique », Actes de la Recherche en Sciences Sociales 52, n° 1 (1984): p. 53, <https://doi.org/10.3406/arss.1984.3331>.

légitimité du porte-parole dépend enfin de « l'auto-consécration du mandataire » selon laquelle le mandataire doit faire preuve de modestie en se réduisant « au groupe qui l'autorise »<sup>88</sup>. Dans cette mesure, la représentation du mouvement des GJ par les militants écologistes ne reproduit pas les formes d'inégalités pour lesquelles les GJ se sont mobilisés.

Pour que le représentant ait cette responsabilité de parler au nom du groupe qu'il représente, il faut qu'il prétende représenter ce groupe. La notion de « prétention à la représentation » (*representative claim*)<sup>89</sup> nous permet de comprendre la disposition des représentants à représenter. Dutoya et Hayat rappellent que la prétention à représenter implique une forme d'imposition, de l'identité du groupe et du représentant. Cependant, ils nuancent cette idée à travers l'analyse de M. Seward qui voit dans la prétention à la représentation une forme de proposition que le groupe représenté est en mesure de contester. Ainsi, cette approche nous permet de comprendre que la représentation implique un rapport de force, mais que les représentés ne sont pas passifs et disposent de marges de manœuvre. Nous pouvons illustrer cette prétention à la représentation par le parcours d'Amil, ex-militant à Alternatiba et à XR. Il est notamment apparu dans une vidéo Le Média qui traite de la répression policière envers les militants écologistes et de son procès à la suite de l'occupation du siège de la société BlackRock<sup>90</sup>. Lors de l'entretien, il expliquait que, du fait de ses apparitions dans les médias, de ses nombreux procès, et de ses différents engagements (Greenpeace, les Coquelicots, Opacity, le jardin d'Aubervilliers, les jardins de Montreuil, des ZAD)<sup>91</sup>, il était « connu dans le milieu »<sup>92</sup>, c'est-à-dire dans le milieu militant. Le fait qu'il ait parlé de sa place dans le mouvement des GJ et de la manière dont il était reconnu par « ses camarades »<sup>93</sup> témoigne d'une certaine confiance en lui, d'une volonté de se mettre en valeur, et d'une potentielle prétention à la représentation.

#### e. L'inégale prétention à la représentation.

Pour P. Bourdieu, la délégation du pouvoir des individus à un porte-parole est nécessaire pour faire entendre un groupe, même si elle implique une forme « d'aliénation politique », et

---

<sup>88</sup> Bourdieu, « La délégation et le fétichisme politique ». p. 51.

<sup>89</sup> Michael Seward, *The Representative Claim*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

<sup>90</sup> LES ÉCOLOGISTES EN RÉBELLION CONTRE LA RÉPRESSION, 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=lqCNtZ0ib9g>.

<sup>91</sup> Entretien avec Amil, le 11 mars 2024. Selon sa liste non exhaustive d'engagement militant.

<sup>92</sup> *Ibid.*

<sup>93</sup> *Ibid.*

ce d'autant plus si ces individus sont « démunis »<sup>94</sup>, c'est-à-dire, s'ils ne disposent pas des ressources nécessaires à la représentation. Au contraire, on peut imaginer qu'Amil dispose de ces ressources, d'un capital culturel, social et linguistique qui lui confère un pouvoir symbolique et une certaine légitimité parmi les GJ et les écologistes. Ainsi, même si les termes de « leader » ou de « porte-parole » seraient exagérés au vu de l'ampleur du mouvement des GJ, Amil jouit d'une prétention à la représentation, dans le sens où il dispose des compétences nécessaires pour représenter. Mais ces ressources dépendent de la position sociale des représentants par rapport aux représentés. L. Barrault-Stella et B. Pudal montrent en effet que les groupes sociaux sont inégalement dotés en ressources favorables à la représentation. C'est notamment l'existence de classes « pour soi » au sein des classes dominantes, qui rend possible leur mobilisation et la défense de leurs intérêts, par rapports aux classes populaires<sup>95</sup>.

Mais disposer des ressources nécessaires à la représentation ne suffit pas à être légitime de représenter. Le profil d'Amil car ambivalent et montre à la fois une légitimité et une illégitimité à représenter le mouvement des GJ, ayant oscillé entre milieux aisés et précaires. Amil a affirmé : « Je suis concerné par leur lutte, je suis GJ »<sup>96</sup>. Dans les faits, il a expliqué avoir grandi dans une famille passée de « bourgeoise » à « prolétaire », après avoir été « dépouillée »<sup>97</sup> à l'arrivée en France de ses parents, originaires d'Arabie Saoudite. De son côté, il a expliqué avoir été expert-comptable et « riches », mais s'est également retrouvé sans domicile fixe après avoir « tout perdu »<sup>98</sup>. La condition de grande précarité qu'il décrit, en plus d'un déclassement important, et des violences policières qu'il a subies, pourrait être une explication d'un sentiment d'appartenance et de légitimité, et d'une prétention à représenter le mouvement des GJ. Malgré cette expérience, son niveau de diplôme (bac +8) et sa profession l'ont sans doute amené à adopter et conserver un habitus (P. Bourdieu) propre à celle des classes supérieures, ce qui l'aurait amené à se différencier de l'ancrage social des GJ en termes de compétences à la représentation.

Pour conclure, nous voyons que malgré une volonté de rapprochement avec le mouvement des GJ, les mouvements écologistes et leurs militants ont rencontré un premier obstacle qui est celui de la place qu'il fallait prendre dans ce mouvement. En effet, dès lors que les militants ne

---

<sup>94</sup> Bourdieu, « La délégation et le fétichisme politique ». p. 49.

<sup>95</sup> Barrault-Stella et Pudal, « Représenter les classes populaires ? ».

<sup>96</sup> Entretien avec Amil, le 11 mars 2024.

<sup>97</sup> *Ibid.*

<sup>98</sup> *Ibid.*



partagent pas les mêmes conditions d'existence, leur légitimité à représenter voire à participer au mouvement est limitée.

## 2. Des incompatibilités structurelles entre le mouvement des Gilets jaunes, Extinction Rébellion et Action non-violente COP21.

Un second obstacle rencontré par les militants écologiste au cours de leur rapprochement avec le mouvement des GJ a été leur incompatibilité structurelle. En effet, tous les enquêtés, qu'ils aient participé ou non au mouvement des GJ, ont justifié l'échec de ce rapprochement par des incompatibilités en termes d'organisation, de communication et de répertoires d'action. Nous verrons que le choix des modes d'action a constitué une fracture importante entre les deux mouvements, et que la nature différente du mouvement des GJ et des mouvements écologistes a créé des incompatibilités importantes sur le terrain.

### a. Le choix de la désobéissance civile non-violente comme mode d'action exclusif des mouvements écologistes.

« Il est de notre devoir de désobéir face à ce système [...]. Certain·es d'entre nous entreprendront des actions « à découvert » qui leur feront encourir le risque d'être arrêté·es, voire inculpé·es. Il est maintenant assez clair que ce type d'action directe de désobéissance civile est crucial pour initier le changement [...]. Il n'est pas nécessaire ni demandé à tout le monde de s'y risquer, et certain·es ont de bonnes raisons de ne pas le faire. »<sup>99</sup>

Benoît, ancien militant à ANV-COP21 et à XR, qualifiait les mouvements écologistes comme des “associations de désobéissance civile”<sup>100</sup>. Le choix de la désobéissance civile non-violente comme mode d'action exclusif d'XR et ANV-COP21 est un facteur déterminant de leur éloignement avec les GJ et les classes populaires. Comme la citation du site officiel d'XR le montre, la désobéissance civile est illégale, et est susceptible d'être réprimée ou punie. La justification principale de l'utilisation de ce mode d'action est avant tout sa légitimité, en opposition à sa légalité, qui s'applique particulièrement bien aux luttes écologistes. Dans cette perspective, l'utilisation de la désobéissance civile dans le cadre de revendications socio-économiques serait également pertinente. Son utilisation peut également être envisagée, comme l'explique R. Celikates, “comme une forme d'*empowerment* démocratique visant à atteindre des formes plus intensives et/ou extensives d'auto-détermination démocratique”<sup>101</sup>. Pour lui, ce mode d'action est fortement contestataire, puisqu'il n'est ni une participation politique, ni un

---

<sup>99</sup> « Nos principes », Extinction Rebellion, consulté le 8 mai 2024, <https://extinctionrebellion.fr/principes-extinction-rebellion/>.

<sup>100</sup> Entretien avec Benoît, le 2 février 2024.

<sup>101</sup> Robin Celikates, « La désobéissance civile : entre non-violence et violence », *Rue Descartes* 77, n° 1 (2013): p. 48, <https://doi.org/10.3917/rdes.077.0035>.

“dialogue avec les dirigeants”, mais bien “une confrontation à l’État, une remise en question du système.”<sup>102</sup>

### b. L’ambivalence de la non-violence et son caractère légitime.

Mais la notion de désobéissance civile peut être polysémique selon les actions que l’on décide de caractériser comme telles. R. Celikates met en lumière son caractère ambivalent, particulièrement lorsqu’il s’agit de lui juxtaposer le qualificatif “non-violente”. En effet, la violence est subjective et dépend de la manière dont on la définit socialement, politiquement et juridiquement. Amil, ancien militant à Alternatiba et à XR, a exprimé cette ambivalence en expliquant qu’ils avaient « une vision dogmatique de la non-violence, mais ils en font pas de définition claire. »<sup>103</sup> En effet, d’un côté, la majorité des enquêtés étaient favorables au principe de non-violence de leur mouvement, mais de l’autre, ils ne le définissaient pas, ou le définissaient de manière assez abstraite, comme cette ancienne militante d’XR :

“La désobéissance civile non-violente, c’est pouvoir exprimer mes opinions basées sur des faits scientifiques, alerter de manière spectaculaire, pouvoir interroger les gens sur la situation actuelle, faire des actions spectacle qui amènent à un désagrément.” Entretien avec Sylvie, le 21 mars 2024.

Malgré cette définition abstraite, un militant d’Alternatiba rapportait qu’un consensus existait dans l’espace de la cause écologiste : la non-violence ne s’attaque pas aux personnes, et s’attaque aux biens de manière limitée. À la suite de ça, il différenciait la “dégradation”, par exemple, jeter de la peinture sur des façades, du “sabotage”<sup>104</sup>, par exemple, casser des infrastructures publiques. Mais on voit que la ligne dessinée entre violence et non-violence est assez floue, et principalement basée sur des exemples plutôt que sur des significations.

Au-delà de l’ambivalence sémantique de la désobéissance civile, la légitimation de la non-violence par rapport à la violence peut être un facteur de discrimination. Amil, qui a participé au mouvement des GJ, critiquait la vision dite « dogmatique »<sup>105</sup> de la non-violence dans les mouvements écologistes. Cette identification à la non-violence, selon lui, “n’apporte pas de soutien aux autres militants qui utilisent d’autres modes d’action tout autant légitime, et la non-violence n’est pas forcément la plus efficace”<sup>106</sup>. Ainsi, lors du mouvement des GJ, les

---

<sup>102</sup> Celikates, « La désobéissance civile », p. 39.

<sup>103</sup> Entretien avec Amil, le 11 mars 2024.

<sup>104</sup> Entretien avec Nicolas, le 19 mars 2024.

<sup>105</sup> Entretien avec Amil, le 11 mars 2024.

<sup>106</sup> *Ibid.*

militants écologistes ont pu ne pas être en accord avec le degré de violence des manifestants, voire délégitimer leurs actions, en plus de ne pas y participer.

### c. La désobéissance civile non-violente comme privilège.

La légitimité donnée aux formes de protestations moins radicales témoigne également d'un statut privilégié parmi les militants écologistes. Nous utiliserons le terme de répertoire d'action (C. Tilly) pour comprendre l'inégalité de choix des modes d'actions. En effet, le mouvement des GJ et les classes populaires, en tant que contestataires, disposent d'un stock plus limité de moyens d'action que les mouvement écologistes, du fait de leur position sociale. Baptiste, ex-militant à ANV-COP21 et participant au mouvement des GJ, allait dans ce sens :

“Tu peux te permettre d'être non-violent quand tu fais une action plus par conviction intellectuelle, que vraiment si ça te prend aux tripes. Si ça te prend vraiment aux tripes c'est beaucoup plus difficile de rester zen, calme, et de pas répondre aux provocations policières.”  
Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

Ici l'enquêté est conscient de son privilège et de la position particulière des GJ par rapport aux écologistes. On comprend que les GJ ont eu des affrontements plus directs avec les forces de l'ordre. En cas de « provocations »<sup>107</sup> ou de répression policière, il est en effet plus difficile d'être passif lorsqu'on est directement concerné par les inégalités que l'on dénonce. A l'inverse, il disait :

« Les écolos [...] militent pour une cause, mais c'est pas quelque chose qui nous impacte directement. C'est quelque chose de théorique qui va arriver dans quelques années, et donc y'a beaucoup moins d'affects. » Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

En effet, même si la majorité des militants enquêtés ont déclaré avoir eu de l'éco-anxiété, que certains ont “transformé en action”<sup>108</sup>, selon leur statut social global, ils ne subissent pas ou peu d'inégalités et d'injustices, ni de violence d'ordre économique ou sociale qui déterminent leurs modes de vie. Cela renvoie à la « sobriété subie »<sup>109</sup> des classes populaires contre la « sobriété choisie »<sup>110</sup> des classes moyennes, puisque la lutte défendue par les militants écologistes est un choix, alors que celle défendue par les GJ est une nécessité. Là où les militants écologistes revendiquent des privations ou des contraintes pour atteindre une forme de sobriété, les classes

---

<sup>107</sup> Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

<sup>108</sup> Entretien avec Hung, le 3 janvier 2024.

<sup>109</sup> Grossetête, « Quand la distinction se met au vert ». p. 97.

<sup>110</sup> *Ibid*, p. 93.

populaires et les GJ revendiquent des choses supplémentaires, des droits et des moyens, pour améliorer leurs conditions de vie. Les militants écologistes ont en effet « l'avantage éthique de donner une signification positive à l'autolimitation, et plus généralement au déclassement matériel »<sup>111</sup>. Cela témoigne de leur position largement privilégiée par rapport aux classes populaires. En prenant en compte la dépendance de la condition de vie des GJ et des classes populaires à leur lutte, la délégitimation de la violence par les militants écologistes peut constituer une source d'hostilité supplémentaire entre les deux mouvements.

#### d. Le coût inégal de la mobilisation entre Gilets jaunes et militants écologistes.

C'est avant tout la répression liée à la mobilisation qui rend le coût de la mobilisation inégal. Certaines actions menées par les GJ ont été particulièrement violentes et largement réprimées par la police<sup>112</sup>, même si le mouvement disposait d'un large répertoire d'action : des dégradations, des sabotages, des manifestations ou encore des blocages. Parmi les modes d'actions les plus violents, les manifestants ont été exposés à de plus grands risques de répression policière que les militants écologistes. C'est ce qu'avance Baptiste, ancien militant à ANV-COP21 : « Quand t'es militant écolo, tu sais que quand tu finis en garde à vue, tu vas pas te faire tabasser, ou en tout cas, les risques sont moins grands. »<sup>113</sup> Ici, l'enquête fait encore référence au statut privilégié duquel il a bénéficié et de la différence de traitement de la police envers les GJ et les militants écologistes. En effet, même si des événements comme Sainte Soline montre que la répression a également été vécue par les militants écologistes, la plupart des enquêtés décrivaient un très faible taux de répression parmi les écologistes, surtout concernant les actions de désobéissance civile non-violente à Lille :

« La police était même pas arrivée. J'ai pas eu de confrontations avec la police. Moi personnellement de mes yeux vus, j'ai vu personne aller en GAV. » Entretien avec Céleste, le 4 janvier 2024.

Le rapport qu'ont les militants écologistes à la police témoigne également d'une position privilégiée par rapport aux GJ. En effet, XR par exemple, a adopté des positions favorables à la police, notamment lors des manifestations des GJ. Parmi les enquêtés, aucun militant n'a adopté

---

<sup>111</sup> Matthieu Grossetête, « Quand la distinction se met au vert. Conversion écologique des modes de vie et démarcations sociales », *Revue Française de Socio-Économie* 22, n° 1 (2019): p. 93, <https://doi.org/10.3917/rfse.022.0085>.

<sup>112</sup> « Gilets jaunes : un bilan inquiétant », Amnesty France, consulté le 16 mai 2024, <https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/gilets-jaunes-un-bilan-inquietant>.

<sup>113</sup> Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

de position favorable à la police, cependant, une majorité a témoigné des tendances qu'avait XR à adopter des positions qu'ils qualifiaient de "pro-flics" :

« Tu arrives et t'as des militants XR qui disent "la police on vous aime". Moi ça m'a choqué. Je suis pas pour qu'on lance des slogans anti-flics, mais des preuves d'amour comme ça ... Je leur ai dit "si vous voulez vous couper des GJ, continuez comme ça." » Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

A travers cet extrait, on comprend que le positionnement envers la police et à sa répression a été une indication de soutien ou non au mouvement des GJ. Les positions positives envers la police témoignent d'une position sociale privilégiée, soit d'une méconnaissance des violences policières, soit d'une minimisation de leur répercussion. L'extrait d'entretien d'Amil témoigne même de prétendues dénonciations de GJ à la police, par des militants écologistes : "les militants anti-violence sont des poucaves des autres militants plus violents, ils dénoncent à la police et défendent les banques."<sup>114</sup> Selon ces extraits, on peut comprendre qu'une partie des militants écologistes, à priori plutôt d'XR, correspondrait à une branche plus modérée et conservatrice, favorable à des modes d'actions moins violents :

« Donc je ne m'y suis pas retrouvé et pour moi la violence que ça a déclenché était contre-productive. Parce que ça a atteint un tel niveau de répression, et clairement pour moi les responsables GJ qui ont organisé les manifs ils ont aussi une responsabilité là-dessus. » Entretien avec Hung, fondateur du groupe local de Lille, le 3 janvier 2024.

Même si cela ne concerne pas tous les militants écologistes et à priori pas ANV-COP21, en étant identifié à ces comportements, l'espace de la cause écologiste a pu souffrir d'une mauvaise réputation et d'une marginalisation de la part des GJ et des classes populaires.

Une explication aux différences de traitement entre GJ et écologistes peut être tout d'abord l'origine sociale des deux mouvements. Les classes populaires et les classes moyennes basses sont plus susceptibles d'être délégitimées et méprisées par la police et les pouvoirs publics. Une autre piste serait le taux plus élevé de personnes racisées au sein des classes populaires, qui amènerait à une répression plus forte pour des raisons racistes. Cependant, cette hypothèse ne se réfère pas au mouvement des GJ puisqu'il était très largement composé de personnes blanches<sup>115</sup>. La spontanéité et l'hétérogénéité, mais surtout l'ampleur du mouvement

---

<sup>114</sup> Entretien avec Amil, le 11 mars 2024.

<sup>115</sup> Fabrice Flipo, « Gilets jaunes et écologie : vers un écologisme des pauvres ? », *Écologie & politique* 62, n° 1 (2021): 13-24.

ont pu provoquer le niveau de violence et de répression, ce qui a amené la police à agir « vite et fort »<sup>116</sup>.

#### e. Les compétences nécessaires à l'action collective.

Pour, V. Codaccioni c'est le manque d'expérience des GJ qui les a amenés à être fortement réprimés : « Ils parlaient beaucoup trop en garde à vue, ce qui montre qu'ils n'avaient pas d'expérience de la répression. »<sup>117</sup> En effet, les militants écologistes sont formés à la désobéissance civile non-violente. Dans ces formations, il s'agit de simuler des actions, d'informer les militants sur leurs droits et leurs non-droits, de les sensibiliser à ce qu'ils risquent, et de leur apprendre à agir pacifiquement avec la police. Cependant, le mouvement des GJ était composé d'une majorité de "primo-contestataires"<sup>118</sup>, ils n'étaient alors pas formés à ce mode d'action, ni à aucun autre. A l'inverse, même si des mouvements comme XR sont relativement récents (2018), les militants écologistes enquêtés ont tous eu une carrière militante antérieure à leur engagement à XR ou dans le groupe Alternatiba. Le fondateur du groupe local d'XR Lille dénonçait la responsabilité des dirigeants du mouvement des GJ sur la violence et la répression.

« Parce que quand tu fais des manifs illégales, quand t'encadre pas le truc, au bout d'un moment il n'y a pas une interface avec les forces de l'ordre, ça devient n'importe quoi. Autant des deux côtés. » Entretien avec Hung, le 3 janvier 2024.

Sylvie, ex-militante à XR, parlait de la tentative des militants écologistes de diffuser leur mode d'action lors du rapprochement avec les GJ :

« Mais la non-violence, la communication, le fait de faire profil bas, ils aimaient pas. Ça les dérangeait pas (les GJ), mais ils ne savaient pas comment faire, ils ne comprenaient pas l'effet surprise, trop peu. » Entretien avec Sylvie, le 21 mars 2024.

En effet, les militants écologistes ont coutume de s'organiser secrètement sur des réseaux sécurisés, et surtout, d'échanger les informations à la dernière minute, pour créer un effet de surprise, et détourner la police, une stratégie incompatible avec la spontanéité et l'hétérogénéité du mouvement des GJ.

---

<sup>116</sup> Vanessa Codaccioni, Marie Rebeyrolle, et David Puaud, « Répressions d'état, politiques sécuritaires et stratégies de résistance. Entretien avec Vanessa Codaccioni réalisé par Marie Rebeyrolle et David Puaud le 25 juin 2021 », *Journal des anthropologues* 166-167, n° 4-5 (2021): p. 181, <https://doi.org/10.4000/jda.11294>.

<sup>117</sup> *Ibid*, p. 181.

<sup>118</sup> Etienne Walker, « Il se dessine une politisation du proche », *L'écologie depuis les ronds-points*, (2020). p. 17.

La principale source d'incompatibilité entre les GJ et la désobéissance civile non-violente seraient alors le manque de compétences nécessaires à l'action collective (L. Mathieu)<sup>119</sup>, qui amènent à voir la mobilisation comme une performance contestataire que tout le monde n'est pas en mesure de maîtriser, particulièrement lorsqu'on est issu de classes sociales inférieures. Cependant, la position sociale peut également avoir un effet positif sur le répertoire d'action des GJ. Fillieule (2010) et Doherty et Hayes (2018) insistent sur l'aspect stratégique et les cultures internes des groupes, que nous pouvons appliquer au mouvement des GJ, et aux classes populaires. Pour eux, le rapport avec d'autres groupes, ici les mouvements écologistes, ont des effets sur le choix des modes d'action, conformément aux objectifs de construction et d'identification du groupe<sup>120</sup>, qui ont été, dans le cas des GJ, l'utilisation de la violence et de l'action spontanée. En ce sens, l'ancrage social des GJ a pu leur être favorable pour se démarquer des autres mouvements, ce qui a pu favoriser l'éloignement avec les mouvements écologistes.

Pour conclure ce chapitre, nous avons vu que malgré la volonté du groupe Alternatiba et de certains militants écologistes de se rapprocher du mouvement des GJ, ils se sont confrontés à des réalités concrètes. D'abord en ce qui concernait la position à adopter au sein du mouvement. Nous avons vu que les militants écologistes ne disposaient pas tous des mêmes dispositions à participer au mouvement et à représenter les GJ. Cela dépend des propriétés sociales des militants écologistes, plus ou moins similaires aux GJ et des ressources dont ils disposent pour pouvoir prétendre représenter. Dans tous les cas, la représentation ou l'appropriation du mouvement est délicate, dès lors qu'il est constitué de personnes déjà peu dotées en ressources. Ensuite, nous avons vu que les mouvements écologistes et le mouvement des GJ étaient de nature trop différente pour que leurs modes d'actions soient compatibles. Enfin, il s'agit de questionner la position des principaux concernés, c'est-à-dire des GJ, sur le rapprochement des mouvements écologistes. Puisque malgré les tentatives de récupération et de cadrage des différents acteurs, ce sont les GJ eux-mêmes qui ont fini par décider de ce que serait leur mouvement.

---

<sup>119</sup> Julie Le Mazier, Alessio Motta, et Walter F. Nique Franz, « Mathieu (Lilian), L'espace des mouvements sociaux, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2012, 285 p. », *Politix* 104, n° 4 (2013): 238-43, <https://doi.org/10.3917/pox.104.0238>.

<sup>120</sup> Cécile Péchu, « Répertoire d'action », in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, vol. 2e éd., Références (Paris: Presses de Sciences Po, 2020), 495-502, <https://doi.org/10.3917/scpo.filli.2020.01.0495>.



### III. Une priorisation de la cause environnementale par les militants écologistes qui limite l'intégration sociale de leur mouvement.

Nous avons vu précédemment que des difficultés avaient été rencontrées lors du rapprochement entre les mouvements écologistes et les GJ. Cependant, nous avons également vu dans le premier chapitre que l'imaginaire de la convergence des luttes reposait sur le fait que les questions environnementales, économiques et sociales ne pouvaient pas être traitées séparément. On pourrait alors croire que la convergence est possible dans d'autres cas de figures que celui des GJ en termes de représentation et de modes d'actions. Mais les entretiens ont montré que les militants reposaient leur réticence vis-à-vis de l'intégration sociale sur des raisons plus profondes que des incompatibilités concrètes. Nous verrons alors que premièrement, les militants écologistes donnent à voir des opinions partagées concernant la mise en pratique de cette intégration. Deuxièmement, nous verrons que des contradictions idéologiques trop fortes persistent entre les principes des mouvements écologistes et les revendications des GJ pour réaliser une véritable « convergence des luttes ».

#### 1. Des positions clivantes parmi les enquêtés à propos de l'intégration sociale des mouvements écologistes.

Parmi les sept militants enquêtés, trois ont montré des réticences concernant le ralliement avec les GJ, deux militants d'XR et un militant d'ANV-COP21. Parmi ces trois militants, deux ont également montré des réticences concernant l'intégration, dans son sens large, de la question sociale, c'est-à-dire des questions socio-économiques, des classes populaires, ainsi que des autres luttes sociales. Nous pourrions tout d'abord penser que les réticences envers la question sociale auraient été émises par les enquêtés les plus favorisés. Cependant, ces trois militants partagent des caractéristiques sociales qui les rendent susceptibles de représenter des groupes minoritaires et des classes populaires. Deux d'entre eux ont grandi dans des familles d'ouvriers. Sylvie est aide-soignante et Nicolas est technicien de laboratoire dans l'agroalimentaire. Hung, quant à lui, est racisé, d'origine vietnamienne, issu d'une famille plus aisée, et actuellement professeur des écoles. Ces trois militants seraient alors enclins à représenter les classes populaires d'une part, et les minorités racisées d'autre part. Mais l'appartenance à ces ne les ont pas amenés à défendre l'intégration sociale dans leur mouvement respectifs. Une hypothèse serait que ces propriétés sociales et ses expériences en découlent les auraient amenés à être plus conscients des difficultés à articuler les questions

socio-économiques et écologique, et à être désillusionnés sur cette question. En effet, aucun d'entre eux ont considéré que les luttes sociales n'étaient pas légitimes ou qu'elles ne valaient pas la peine d'être menées par les mouvements écologistes. Leurs réticences étaient plutôt d'ordre pratique :

« - Ou est-ce que tu penses que c'est trop compliqué (l'intégration de la question sociale) ?

- Hung : Ça dépend comment c'est mis en avant. Moi je pense qu'il y a eu, c'était une source de beaucoup de tension, de culpabilité, une espèce de masochisme militant de se dire "oui nous les militants climat, on est issu des classes moyennes supérieures, on prend pas en compte les luttes des dominés, etc." Là c'est pareil, comment on fait pour sortir de cette posture ? Qu'est-ce qu'on fait concrètement de notre militantisme pour sortir de ça ? » Entretien avec Hung, le 3 janvier 2024.

Cet extrait témoigne de la connaissance qu'ont les militants écologistes des réalités socio-économiques, et des tensions internes qui peuvent apparaître quant à la mesure dans laquelle ces enjeux doivent être pris en compte au sein de leur mouvement. L'enquêté semble considérer que ces questionnements sont légitimes, mais qu'ils tendent à cristalliser les actions militantes, faute de solutions concrètes. Il s'agit alors d'une problématique de mise en pratique de l'intégration sociale.

Concernant tout d'abord l'inclusivité des mouvements écologistes. Tous les enquêtés reconnaissent une faible diversité parmi les militants. Si nous nous basons sur le profil des enquêtés, nous pouvons confirmer la forte présence des classes moyennes et des CPIS, malgré la présence de deux professions intermédiaires et d'une employée. En termes d'âge, un seul militant avait la vingtaine, deux avaient la trentaine, deux la quarantaine et deux la cinquantaine. En termes de genre et d'orientation sexuelle, sur sept enquêtés, il y avait une femme, une personne non-binaire et une personne homosexuelle. Enfin, 2 militants étaient racisés. Selon ces données, tout en sachant qu'il s'agit d'une part trop peu importante pour être représentative des mouvements écologistes, nous pouvons conclure d'une plus grande intégration des minorités que des classes populaires. Cependant, les militants ont affirmé que ce manque d'inclusivité n'était pas volontaire. Il s'agit alors de savoir comment résoudre ce problème, si nous considérons que le manque de diversité sociale au sein des mouvements écologistes en est un.

« Donc si on veut qu'il y ait vraiment une écologie populaire et sociale, [...]. Il faut aller au contact du terrain. Et là c'est carrément autre chose, c'est un autre militantisme, c'est du sacerdoce. Même si on est prêt à faire de la désobéissance civile, passer son temps dans un autre

milieu social, avec des gens qu'on connaît pas, y'a pas beaucoup de gens concrètement qui est prêt à faire ça. » Entretien avec Hung, le 3 janvier 2024.

Ici, l'enquêté fait référence à des méthodes de sensibilisation à l'écologie des classes populaires. Or, J.B Comby explique que pour lutter contre la dépossession écologique des classes populaires, il ne s'agit pas de « les aider à mieux s'approprier les refrains écologistes dominants en les « sensibilisant » davantage ou bien en formulant différemment le même message pour qu'il « passe mieux » », mais « de créer les conditions sociales de leur participation à la définition et à la légitimation de visions alternatives des enjeux environnementaux ». <sup>121</sup> Cet extrait met également en lumière la difficulté, pour un groupe social, ici un milieu militant essentiellement composé de classes moyennes, de s'ouvrir à de nouvelles personnes d'autres milieux sociaux. Étonnement, il décrit la désobéissance civile comme un acte moins contraignant que le fait d'aller à la rencontre d'autres personnes, ce qui témoigne de son pessimisme au regard de l'intégration sociale des mouvements écologistes.

Concernant l'alliance d'XR avec d'autres luttes que l'écologie, ce militant était également sceptique : « Les problématiques biodiversité-climat, on a l'impression qu'elles se dissolvent, qu'elles apparaissent même secondaires » <sup>122</sup>. Il expliquait qu'XR s'était rapproché de plusieurs mouvements comme Nous Toutes ou Utopia 56, mais que, selon lui, ces alliances demandaient trop d'énergie et d'organisation, au détriment de leur lutte principale qu'était l'environnement. Un autre militant rejoignait cette idée :

« A Lille c'est trop petit pour penser à cette question sociale, rattraper notre base militante c'est déjà quelque chose de compliqué, ils doivent déjà essayer de faire de l'écologie. » Entretien avec Nicolas, militant à Alternatiba.

Ici ce sont les ressources disponibles par le groupe qui restreignent les capacités concrètes d'intégration, mais l'enjeu reste celui de la priorisation de la question environnementale , ici plus particulièrement la massification de l'action, par rapport aux autres luttes.

Concernant le rapprochement avec le mouvement des GJ, les positions étaient plus tranchées : « Pour moi les GJ, c'était un gros miroir aux alouettes. [...] Y'avait vraiment tout et n'importe quoi. Y'a pas de choses claires qui se sont dégagées des GJ. » <sup>123</sup> Ici, le manque de structure et de ligne claire sur les revendications du mouvement a été une raison d'éloignement

---

<sup>121</sup> Comby, « À propos de la dépossession écologique des classes populaires ». p. 30.

<sup>122</sup> Entretien avec Hung, le 3 janvier 2024.

<sup>123</sup> *Ibid.*

pour ce militant. Le manque de structure et d'homogénéité a été une critique récurrente des militants lors des entretiens : « Pas de cohésion, beaucoup de déchirements, des petits groupes »<sup>124</sup>; « Rien n'était clair »<sup>125</sup>.

Une autre peur récurrente chez les militants écologistes était l'assimilation avec l'extrême droite.

« Ouais bah pour moi c'est ce de la composante confusionniste, c'est-à-dire à la fois des trucs de gauche radicale mais aussi de trucs d'extrême droite. Et le populisme avec le bon côté, et le mauvais côté du populisme. » Entretien avec Hung, le 3 janvier 2024.

On retrouve ici l'idée selon laquelle le mouvement n'était pas assez identifiable et organisé pour les écologistes, et le populisme est associé à la gauche radicale et à l'extrême-droite. E. Walker, dans un rapport de la Fondation de l'Ecologie Politique, parle de « logique réputationnelle », « l'idée selon laquelle le mouvement avait été initié par l'extrême-droite »<sup>126</sup>. Dans les faits, le sur-vote à l'extrême-droite concernait principalement les « premiers » manifestants GJ des ronds-points, mais les manifestants « raliés », plutôt présents en centres-villes, présentaient un sur-vote à gauche et à « la gauche de la gauche »<sup>127</sup>. De plus, selon les militants enquêtés, le mouvement des GJ n'aurait pas été beaucoup repris par l'extrême droite du fait de la forte présence de la France Insoumise. C'est une donnée à prendre en compte dans la mesure où la présence de l'extrême-droite peut être une raison d'éloignement des écologistes.

Cette assimilation à l'extrême-droite et au populisme, et plus largement à des classes populaires peu sensibilisées à l'écologie, va de pair avec une forme de mépris de classe contre ceux qui prioriseraient leur confort individuel à l'enjeu climatique.<sup>128</sup> On retrouve ici l'idée selon laquelle l'écologisation des modes de vie constitue une forme de reconnaissance et une manière de se différencier et de se situer socialement. Cette dimension symbolique est reprise par Comby et Malier lorsqu'ils parlent des « profits symboliques de la valorisation publique de l'enjeu environnemental »<sup>129</sup>.

---

<sup>124</sup> Entretien avec Sylvie, le 21 mars 2024.

<sup>125</sup> Entretien avec Nicolas, le 19 mars 2024.

<sup>126</sup> Etienne Walker, « Il se dessine une « politisation du proche » », Fondation de l'Ecologie Politique (2023) : p. 26.

<sup>127</sup> *Ibid.* p. 27.

<sup>128</sup> Fabrice Flipo, « Gilets jaunes et écologie : vers un écologisme des pauvres ? », *Écologie & politique* 62, n° 1 (2021): 13-24.

<sup>129</sup> Comby et Malier, « Les classes populaires et l'enjeu écologique ». p. 38.

« [...] y'a une sensibilité aux questions de racisme, de minorités sexuelles, etc. Mais qui reste du classisme, un mépris pour ceux qu'ils estiment être des beaufs. Moi j'étais avec mon gilet jaune, je me suis retrouvé au milieu de la manif Climat. J'ai ressenti de l'hostilité dans les regards, à en être mal à l'aise. C'est la première fois de ma vie que j'ai ressenti ça. Tous les GJ se sont réfugiés de la manif parce qu'ils ne se sentaient pas les bienvenus. Et là j'ai réalisé que ceux qui bloquaient au rapprochement c'était pas les GJ, c'était les écolos. » Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

Certains GJ ont en effet participé aux marches pour le climat. Les militants des mouvements écologistes tels que XR et Alternatiba étaient également présents, sans pour autant constituer la majorité des manifestants de la marche. Il s'agissait principalement de jeunes avec peu d'expérience militante. Cependant, malgré la diversité des manifestants, deux « camps » ont pu être identifiés, celui des écologistes et celui des GJ, ce qui a donné lieu à des formes de rejet chez les deux camps. Selon la description de cet enquêté, le rejet était avant tout de la part des écologistes envers les GJ, sachant que son expérience militante a commencé avec les GJ. L'article « Faut-il soutenir les Gilets jaunes ? Le rôle des positions de classe dans le mouvement climat. » montre que la part importante de CPIS et de fils/filles de CPIS au sein des marches pour le climat a eu des conséquences sur les positionnements vis-à-vis des GJ, et sur « les tentatives de jonctions »<sup>130</sup> avec ceux-ci, puisque « les classes supérieures ont été les plus clivées sur le soutien à ce mouvement populaire »<sup>131</sup>. Selon Baptiste, le mouvement climat soutiendrait davantage les minorités racisées et les minorités sexuelles que les classes sociales inférieures. Cette idée rejoint celle de F. Flipo, selon laquelle la gauche radicale, ici les militants écologistes, « habituée à focaliser sur les quartiers populaires à fort taux de chômage, en plein débat décolonial, est prise au dépourvu par ce mouvement bien trop blanc, bien trop rural »<sup>132</sup>. Il y aurait alors, en plus d'un éloignement entre classes sociales, un éloignement entre urbains et ruraux, à l'origine de revendications potentiellement contradictoires. À l'inverse, le rejet se fait également du côté des GJ envers les écologistes, particulièrement à travers le discours de l'extrême-droite opposant les « exclus » aux « bobos »<sup>133</sup>. Cependant, Le Lann, Cugnata, N. et M. Gaborit montrent que l'accusation d'anti-écologisme a joué dans l'évolution du mouvement et de ses positions, et a conduit à une stratégie de déstigmatisation des GJ<sup>134</sup>.

---

<sup>130</sup> Yann Le Lann et al., « Faut-il soutenir les Gilets jaunes ? Le rôle des positions de classe dans le mouvement climat », *Écologie & politique* 62, n° 1 (2021): p. 51.

<sup>131</sup> *Ibid.* p. 51.

<sup>132</sup> Fabrice Flipo, « Gilets jaunes et écologie : vers un écologisme des pauvres ? », *Écologie & politique* 62, n° 1 (2021): p. 14.

<sup>133</sup> *Ibid.* p. 7.

<sup>134</sup> *Ibid.* p. 7.

Pour conclure, on comprend que les réticences de départ sur les questions générales d'intégration au sein des mouvements écologistes ont amené à questionner les manières de faire de ces mouvements. Ces difficultés se sont concrétisées à travers l'expérience du ralliement avec les GJ, du fait de la présence de l'extrême-droite et plus généralement de la présence de catégories de population que les militants écologistes et les manifestant pour le climat n'étaient pas habitués à fréquenter. Cette situation inhabituelle a pu être la cause de la méfiance ressentie à l'égard des GJ au sein des différents mouvements.

## 2. Des idéologies contradictoires entre les valeurs et principes des mouvements écologistes et les revendications des classes populaires.

On a vu que les tentatives de rapprochement d'ANV-COP21 avec le mouvement des GJ ont été mitigées, d'un point de vue individuel, du fait des affinités différenciées des militants écologistes avec le mouvement, et d'un point de vue collectif, du fait des incompatibilités structurelles entre les mouvements. Mais ce sont avant tout des contradictions idéologiques entre les principes et les valeurs défendues par les écologistes et les revendications des GJ qui ont limité les possibilités d'alliance. Si l'intersectionnalité des inégalités est une réalité, au sens où le système économique est à la fois responsable des inégalités environnementales, économiques et sociales, l'idéologie partagée par les mouvements écologistes ne correspond pas entièrement à celle de mouvements sociaux tels que les GJ. A partir des mobilisations de 2018, les GJ ont revendiqué plus de droits politiques et sociaux et plus d'avantages économiques. Cependant, le mouvement n'était pas révolutionnaire, dans le sens où ils ne remettaient pas en cause le système économique et politique de manière radicale.

### a. La nécessité d'être pauvre d'un point de vue environnemental.

Comme le rappellent A. Levain, S. Persico et M. Della Sudda, « le mouvement a d'abord été décrit comme anti-écologiste et affilié aux mobilisations antérieures d'opposition aux taxes environnementales (les Bonnets rouges, par exemple) »<sup>135</sup>, après l'augmentation des taxes sur le carburant automobile. Même si le mouvement ne s'est pas concentré sur cette seule revendication du prix de l'essence, d'autres revendications économiques comme la hausse du prix des salaires et du pouvoir d'achat n'ont pas permis de le considérer comme écologiste. Ces mêmes auteurs indiquent que les GJ ne sont ni plus, ni moins anti-écologistes que la moyenne des Françaises et des Français.<sup>136</sup> Une autre étude sociologique montre qu'une grande majorité des GJ reconnaissent les enjeux climatiques et considèrent que « la lutte contre le réchauffement climatique est la priorité »<sup>137</sup>, même s'il faut réduire son niveau de vie. Ces réponses montrent que le climato-scepticisme est minoritaire parmi les GJ comme dans le reste de la population. Mais le mouvement des GJ n'est pas un mouvement écologiste, et s'il défend certaines considérations écologiques, elles ne sont pas suffisantes pour les militants écologistes. Plusieurs militants l'ont rappelé, l'augmentation des salaires est incompatible avec la logique de

---

<sup>135</sup> A. Levain, S. Persico, M. Della Sudda et Al, « Les Gilets jaunes, anti-écologistes ? », *L'écologie depuis les ronds-points*, p. 49.

<sup>136</sup> « Prendre l'écologie depuis les classes populaires, *L'écologie depuis les ronds-points*, p. 9.

<sup>137</sup> Jean-Yves Dormagen, Laura Michel, et Emmanuelle Reungoat, « Quand le vert divise le jaune. Comment les clivages sur l'écologie opèrent au sein des Gilets jaunes », *Écologie & politique* 62, n° 1 (2021): p. 34.

décroissance qu'ils prônent, c'est-à-dire de la limitation ou de la baisse de la production et de la consommation.

« L'augmentation du pouvoir d'achat, concrètement ça va relancer la croissance, donc plus de PIB, plus de gaz à effet de serre. Donc l'écologie là-dedans, je ne vois pas trop où elle est. »  
Entretien avec Hung, le 3 janvier 2024.

Ici, l'enquête démontre une relation de cause à effet entre le salaire perçu et la consommation individuelle, néfaste pour l'environnement. En effet, G. Wallenborn et J. Dozzi montrent que la sensibilité aux problèmes environnementaux dépend du niveau d'étude, que le niveau d'étude joue sur le revenu, et que ce revenu joue à son tour un rôle négatif sur l'environnement. Ils en concluent alors sur une contradiction : les riches conscientisés sur les enjeux environnementaux pollueraient plus que les pauvres moins bien informés<sup>138</sup>. En effet, M. Grossetête explique que « si l'écologie est un problème de riche, reste que la richesse matérielle pourrait, à terme, devenir un problème pour l'écologie », en dépit des tentatives des catégories aisées « d'accroître l'acceptabilité écologique de leurs modes de vie ». Ce militant a poursuivi en disant :

« Alors qu'on sait très bien que le niveau de vie français moyen n'est pas soutenable. Mais on préfère quand même dire "c'est la faute des milliardaires", plutôt que de dire "il va falloir qu'on baisse tous notre niveau de vie". » entretien avec Hung, le 3 janvier 2024.

Or, demander aux personnes déjà précaires ou dans une situation modeste de se restreindre davantage peut constituer une grosse fracture entre les écologistes et les classes populaires. Cela conduirait à renforcer les effets négatifs des politiques publiques environnementales. Les sociologues spécialisés sur les questions environnementales s'accordent sur le fait que ces politiques aggravent les inégalités sociales<sup>139</sup> et constituent une source d'éloignement supplémentaire des classes populaires à l'écologie, puisqu'elles impliquent une « sobriété subie »<sup>140</sup> en imposant une « écologisation des pratiques »<sup>141</sup>. De plus, les militants enquêtés ont eux-mêmes montré des contradictions entre ce qu'ils prescrivaient et leurs pratiques individuelles : « Après j'ai un niveau de vie qui est quand même au-dessus de certaines personnes et si je veux vraiment être cohérent avec ça il faudrait que je sois au RSA quoi »<sup>142</sup>.

---

<sup>138</sup> G. Wallenborn et J. Dozzi, « Du point de vue environnemental, ne vaut-il pas mieux être pauvre et mal informé que riche et conscientisé ? ».

<sup>139</sup> Deldrève, « La fabrique des inégalités environnementales en France ».

<sup>140</sup> Grossetête, « Quand la distinction se met au vert ». p. 97.

<sup>141</sup> Comby et Malier, « Les classes populaires et l'enjeu écologique ». p. 38.

<sup>142</sup> Entretien avec Hung, le 3 janvier 2024.



Ici on comprend que le coût individuel de l'écologisation des pratiques est important, même pour un militant d'un milieu relativement aisé. Pour les classes populaires, ce coût constitue une « double peine »<sup>143</sup> dans la mesure où elles sont celles qui polluent le moins mais qui sont les plus vulnérables face au changement climatique.

#### b. L'assimilation des classes populaires et de la société de consommation.

Il y a alors une relation de cause à effet entre revenu perçu, niveau de vie, pouvoir d'achat et enfin, consommation : « On sait pourquoi y'a réchauffement climatique, parce que là y'a Euralille, c'est le Black Friday. »<sup>144</sup> Ici, une militante d'XR donne pour cause principale du réchauffement climatique la société de consommation. La surconsommation a été un thème récurrent chez les militants au cours des entretiens. En effet, même si les enquêtés ont reconnu les difficultés matérielles rencontrées par les classes populaires et la responsabilité des pouvoirs publics et des grandes entreprises en termes d'environnement, la responsabilité individuelle reste non négligeable pour eux :

« Après moi-même je vais quand même attaquer les personnes. En fait, je sais qu'on n'est pas responsables à l'échelle individuelle, on est tous déterminés par ce qui nous entoure. Donc notre degré de responsabilité n'est pas non plus gigantesque. Mais par contre, on a quand même une responsabilité. [...] Il faut pas dire qu'il faut pas culpabiliser. » Entretien avec Benoît, 2 février 2024.

« Aujourd'hui, on veut tout le temps être au sommet de la croissance, dans ce mythe de l'égoïsme à tout va, du plaisir à tout va. Parce qu'on vit dans l'abondance, donc oui il faut réveiller les personnes. » Entretien avec Céleste, le 4 janvier 2024.

En plus d'un jugement de valeur que porte cette enquêtée aux individus, elle utilise ici un « on » universel pour faire une généralité concernant les pratiques individuelles, toutes classes sociales confondues. Or, le « plaisir » et « l'abondance »<sup>145</sup> ne sont pas des réalités vécues par les classes populaires, et probablement pas des GJ de classes moyennes. Ces termes ne prennent pas non plus en compte les rapports inégaux à la consommation, à la pollution et à l'écologie. Plus encore, en dénonçant la surconsommation, certains militants ont eu tendance à dénigrer des modes de vies différents des leurs.

---

<sup>143</sup> Comby et Malier, « Les classes populaires et l'enjeu écologique ». p. 38.

<sup>144</sup> Entretien avec Céleste, le 4 janvier 2024.

<sup>145</sup> *Ibid.*

« On retourne une forme de frugalité, de sobriété. Le bonheur ça ne doit pas être acheter plein de trucs, ça doit être lire des livres, dessiner, chanter, se balader en forêt, des choses comme ça. »  
Entretien avec Céleste, le 4 janvier 2024.

Cet extrait est un exemple assez caricatural d'une vision déconnectée des réalités. Ici la consommation est associée à une culture illégitime, qui n'est pas seulement attribuée aux classes populaires mais à tous ceux qui participeraient au modèle capitaliste. Cependant, c'est un discours qui participe à l'éloignement des classes populaires au problème écologique, du fait de leur double peine et de la culpabilisation et du mépris potentiellement perçu par ces dernières.

### c. Une écologie de la décroissance caractéristique des mouvements étudiés.

A travers cette critique de la surconsommation, les militants écologistes critiquent un système capitaliste, libéral, et prônent la décroissance. La totalité des militants enquêtés se sont réclamés de la décroissance. Une critique récurrente lors des entretiens a été l'écologie dite « de droite »<sup>146</sup>, souvent ramenée aux concepts de « croissance verte »<sup>147</sup> ou de « développement durable »<sup>148</sup>. Ce qui est critiqué est en fait un modèle de soutenabilité faible, défendu par les économistes néoclassiques, qui prône une protection de l'environnement par l'innovation et la croissance. La notion de « développement durable » est associée à ce modèle de soutenabilité car elle est fortement utilisée dans les discours politiques libéraux, et est devenu, comme l'explique O. Godard, « un moyen de relativiser les exigences résultant de la crise de l'environnement. »<sup>149</sup> Face à cela, le modèle de la soutenabilité forte, développé par des économistes écologiques comme W. Kapp, considère que le capital créé par les hommes n'est pas substituable au capital naturel et, en conséquence, adopte des mesures de prévention plutôt que de réparation.<sup>150</sup> Ils mesurent notamment les coûts écologiques des activités économiques, non comptabilisés dans les analyses coûts-avantages de la sphère d'intérêts économiques.<sup>151</sup> Même s'il ne préconise pas forcément la décroissance, ce modèle permet de mettre l'accent sur

---

<sup>146</sup> Entretien avec Baptiste, le 11 janvier 2024.

<sup>147</sup> Entretien avec Céleste, le 4 janvier 2024.

<sup>148</sup> *Ibid.*

<sup>149</sup> Olivier Godard, « Le développement-durable, une chimère, une mystification ? », *Mouvements* 41, n° 4 (2005): p. 14, <https://doi.org/10.3917/mouv.041.0014>.

<sup>150</sup> Franck-Dominique Vivien, « Les modèles économiques de soutenabilité et le changement climatique », *Regards croisés sur l'économie* 6, n° 2 (2009): 75-83, <https://doi.org/10.3917/rce.006.0075>. p. 9.

<sup>151</sup> Stefania Barca, « Sur l'écologie de la classe ouvrière : un aperçu historique et transnational », trad. par Chrislain-Eric Kenfak, *Écologie & politique* 50, n° 1 (2015): 23-40, <https://doi.org/10.3917/ecopo.050.0023>. p. 25.

la limite de stock de ressources disponibles dont nous disposons. La décroissance, initialement préconisée dans le Rapport Meadows de 1972, *Les limites à la croissance*, met en lumière l'impossibilité d'une croissance exponentielle dans un monde fini. C'est à cela que se réfèrent les mouvements écologistes, et qui les différencie d'autres mouvements ou courants de pensée, moins radicaux. Cependant, il est important de ne pas considérer le modèle de la décroissance comme un nouveau système économique. F. Flipo explique qu'il n'y a pas de théorie de la décroissance ni de « programme politique »<sup>152</sup>. Pour lui, la décroissance est un « concept-fantôme » qui sert avant tout à dénoncer ce qu'il appelle le « développementisme »<sup>153</sup> et à imaginer d'autres alternatives. J-B. Comby, quant à lui, parle de « capitalisme vert » ou de « l'écologie des classes dominantes », fondée sur des dispositifs technologiques « de modération, de pondération et de compensation »<sup>154</sup>. Selon lui, l'écologie ne peut être effective si elle ne transforme pas les rapports de dominations entre classes sociales, c'est l'écologie incarnée par les militants qu'il nomme « radicaux », représentée par XR et Alternatiba, qui permettrait un véritable renversement de l'ordre social. En ce sens, les revendications des mouvements écologistes serviraient également l'intérêt des classes populaires et d'une partie des classes moyennes. Cependant, l'exemple des GJ nous montre que leurs revendications socio-économiques n'envisageaient pas la remise en cause profonde des rapports de pouvoirs et du système économique.

---

<sup>152</sup> Fabrice Flipo, « La décroissance : une utopie au présent », *Mouvements* 41, n° 4 (2005): p. 40, <https://doi.org/10.3917/mouv.041.0036>.

<sup>153</sup> *Ibid.* p. 36.

<sup>154</sup> « Les classes sociales face à l'écologie », France Inter, 29 avril 2024, <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-terre-au-carre/la-terre-au-carre-du-lundi-29-avril-2024-6947774>.

## Conclusion

L'enquête faite auprès des militants du groupe Alternatiba et d'Extinction Rébellion nous a permis de recueillir des informations concernant l'intégration sociale de ces mouvements. D'abord pour voir si les thèmes abordés et les discours utilisés portaient sur les questions socio-économiques et la manière dont il fallait aborder la justice écologique et sociale. Ensuite pour rendre compte de l'inclusivité des mouvements en termes de militants. Une inclusivité qui ne doit pas, dans un objectif de convergence des luttes, n'inclure que les minorités racisées, de genre et sexuelles, mais aussi les classes populaires. Enfin, il s'agissait de savoir la mesure dans laquelle les mouvements écologistes travaillent avec les autres mouvements sociaux et luttes sociales qui entourent l'espace de la cause écologique, comme avec le mouvement des Gilets jaunes.

Les données recueillies à la suite des entretiens nous permettent de comprendre tout d'abord que les militants écologistes ont une connaissance approfondie des enjeux socio-économiques et de la nécessité d'une intégration sociale pour massifier l'action et pouvoir mener une lutte contre les systèmes qu'ils dénoncent, à savoir le système économique productiviste, et la démocratie représentative. Mais l'alliance avec le mouvement des Gilets jaunes a été un échec de convergence des luttes et a constitué une certaine désillusion pour les militants écologistes et leurs espoirs démocratiques et de justice sociale. Nous avons vu que ces échecs avaient des causes multiples. Tout d'abord, le défaut de légitimité des militants écologistes a été une limite de rapprochement avec les Gilets jaunes, ne sachant pas à quel degré les mouvements écologistes pouvaient s'impliquer et influencer le mouvement. C'est également les différentes natures des mouvements écologistes et des Gilets jaunes qui a amené à des dysfonctionnements dans l'alliance des deux groupes, et notamment l'accès différencié aux modes d'action, dépendant de la condition sociale des militants. Enfin, l'intégration de la question sociale dans son sens le plus large, au sein de la lutte écologiste, reste discutée parmi les militants. Les entretiens ont montré que si une mise en commun théorique entre les enjeux écologiques et les enjeux socio-économiques étaient nécessaire, les mouvements écologistes ne répondent pas à ces problématiques par une intégration sociale réelle, des questions socio-économiques, des classes populaires et des autres luttes sociales. Pour les militants en faveur de cette intégration, la limite reste pratique, comment faire, concrètement, pour que l'écologie, et plus particulièrement le militantisme écologique, soit un sujet saisi par les classes populaires, et de manière générale, par une plus grande partie de la population ?

Pour conclure, nous répondrons partiellement à cette question, en remettant en question l'idée selon laquelle les classes populaires seraient passives face à l'enjeu écologique. L'approche de J.B Comby et H. Malier nous permet d'éviter les écueils "légitimiste" et "nominaliste"<sup>155</sup> qui serait de considérer que les classes populaires sont forcément distantes de l'écologie institutionnelle et militante et participent à une "écologie populaire" de manière inconsciente. Pour cela, le terme de "réalisme pratique"<sup>156</sup> nous permet de comprendre le rapport à l'écologie des classes populaires, « se sentant éloignés du label dominant « d'éco-citoyen », ces groupes réinterprètent le sens de l'écologisme et le ré-ancrent dans leurs pratiques quotidiennes et locales »<sup>157</sup>. Ce réalisme pratique se retrouve chez les GJ, en construisant « des espaces locaux inclusifs », en réinventant « la convivialité et les lieux d'habitation (Clément 2020) », ou encore en utilisant « les ressources avec parcimonie »<sup>158</sup>. Ainsi, même si l'écologie alternative des classes populaires reste discutée<sup>159</sup>, donc à relativiser, l'enjeu reste de rassembler des milieux sociaux et des ancrages politiques différents pour lutter contre les mêmes inégalités, et pour les mêmes droits.

---

<sup>155</sup> Jean-Baptiste Comby et Hadrien Malier, « Les classes populaires et l'enjeu écologique. Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statutaires diverses », *Sociétés contemporaines* 124, n° 4 (2021): p. 38, <https://doi.org/10.3917/soco.124.0037>.

<sup>156</sup> *Ibid.* p. 44.

<sup>157</sup> Rapport Ecologie depuis les ronds points, p. 62.

<sup>158</sup> *Ibid.*

<sup>159</sup> Jean-Yves Dormagen, Laura Michel, et Emmanuelle Reungoat, « Quand le vert divise le jaune. Comment les clivages sur l'écologie opèrent au sein des Gilets jaunes », *Écologie & politique* 62, n° 1 (2021): p. 36.

## Bibliographie

### Sources primaires

- Entretien avec Hung, fondateur du groupe Extinction Rébellion de Lille, le 3 janvier 2024.
- Entretien avec Céleste, militante à Extinction Rébellion, le 4 janvier 2024.
- Entretien avec Baptiste, ancien militant à ANV-COP21, le 11 janvier 2024.
- Entretien avec Benoît, ancien militant à ANV-COP21 et à Extinction Rébellion, le 2 février 2024.
- Entretien avec Amil, ancien militant à Alternatiba et à Extinction Rébellion, le 11 mars 2024.
- Entretien avec Nicolas, militant dans le groupe Alternatiba, le 19 mars 2024.
- Entretien avec Sylvie, ancienne militante à Extinction Rébellion, le 21 mars 2024.

### Sources secondaires

#### Articles et ouvrages scientifiques

- Barca, Stefania. « Sur l'écologie de la classe ouvrière : un aperçu historique et transnational ». Traduit par Chrislain-Eric Kenfak. *Écologie & politique* 50, n° 1 (2015): 23-40. <https://doi.org/10.3917/ecopo.050.0023>.
- Barrault-Stella, Lorenzo, et Bernard Pudal. « Représenter les classes populaires ? » *Savoir/Agir* 34, n° 4 (2015): 71-80. <https://doi.org/10.3917/sava.034.0071>.
- Benford, Robert D., et David A. Snow. « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan ». *Politix* 99, n° 3 (2012): 217-55. <https://doi.org/10.3917/pox.099.0217>.
- Bourdieu, Pierre. « La délégation et le fétichisme politique ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 52, n° 1 (1984): 49-55. <https://doi.org/10.3406/arss.1984.3331>.
- Brusadelli, Nicolas, et Yannick Martell. « Réformer le militantisme, relancer le mouvement climat. Sur la genèse d'Alternatiba ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 242, n° 2 (2022): 4-21. <https://doi.org/10.3917/arss.242.0004>.
- Celikates, Robin. « La désobéissance civile : entre non-violence et violence ». *Rue Descartes* 77, n° 1 (2013): 35-51. <https://doi.org/10.3917/rdes.077.0035>.
- Codaccioni, Vanessa, Marie Rebeyrolle, et David Puaud. « Répressions d'état, politiques sécuritaires et stratégies de résistance. Entretien avec Vanessa Codaccioni réalisé par Marie Rebeyrolle et David Puaud le 25 juin 2021 ». *Journal des anthropologues* 166-167, n° 4-5 (2021): 179-93. <https://doi.org/10.4000/jda.11294>.
- Comby, Jean-Baptiste. « À propos de la dépossession écologique des classes populaires ». *Savoir/Agir* 33, n° 3 (2015): 23-30. <https://doi.org/10.3917/sava.033.0023>.
- Comby, Jean-Baptiste, et Hadrien Malier. « Les classes populaires et l'enjeu écologique. Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statutaires diverses ». *Sociétés contemporaines* 124, n° 4 (2021): 37-66. <https://doi.org/10.3917/soco.124.0037>.

- Deldrève, Valérie. « La fabrique des inégalités environnementales en France. Approches sociologiques qualitatives ». *Revue de l'OFCE* 165, n° 1 (2020): 117-44. <https://doi.org/10.3917/reof.165.0117>.
- Della Porta et Parks. « Framing Processes in the Climate Movement. From Climate Change to Climate Justice », dans M. Dietz et H. Garrelts (dir.), *Routledge Handbook of the Climate Change Movement*, Routledge, Londres, 2014, p. 19-30.
- Dormagen, Jean-Yves, Laura Michel, et Emmanuelle Reungoat. « Quand le vert divise le jaune. Comment les clivages sur l'écologie opèrent au sein des Gilets jaunes ». *Écologie & politique* 62, n° 1 (2021): 25-47.
- Dutoya, Virginie, et Samuel Hayat. « Prétendre représenter. La construction sociale de la représentation politique ». *Revue française de science politique* 66, n° 1 (2016): 7-25. <https://doi.org/10.3917/rfsp.661.0007>.
- « Exploiter les vivants. Une écologie politique du travail. Paul Guillibert, Éditions Amsterdam, 2023, 208 p. » *EcoRev'* 55, n° 2 (2023): 235-42. <https://doi.org/10.3917/ecorev.055.0235>.
- Flipo, Fabrice. « Gilets jaunes et écologie : vers un écologisme des pauvres ? » *Écologie & politique* 62, n° 1 (2021): 13-24.
- . « La décroissance : une utopie au présent ». *Mouvements* 41, n° 4 (2005): 36-42. <https://doi.org/10.3917/mouv.041.0036>.
- Godard, Olivier. « Le développement-durable, une chimère, une mystification ? » *Mouvements* 41, n° 4 (2005): 14-23. <https://doi.org/10.3917/mouv.041.0014>.
- Goffman, Erving. *Frame Analysis: An Essay on the Organization of the Experience*, New York, Harper Colophon, 1974.
- Grossetête, Matthieu. « Quand la distinction se met au vert. Conversion écologique des modes de vie et démarcations sociales ». *Revue Française de Socio-Économie* 22, n° 1 (2019): 85-105. <https://doi.org/10.3917/rfse.022.0085>.
- Grunberg, Gérard. « Les “gilets jaunes” et la crise de la démocratie représentative ». *Le Débat* 204, n° 2 (2019): 95-103. <https://doi.org/10.3917/deba.204.0095>.
- Hamidi, Camille, et Arnaud Trenta. « Des classes populaires et des associations : quelles redéfinitions des rapports au politique ? » *Sociétés contemporaines* 118, n° 2 (2020): 5-24. <https://doi.org/10.3917/soco.118.0005>.
- Hayat, Samuel, Corinne Péneau, et Yves Sintomer. « La représentation-incarnation ». *Raisons politiques* 72, n° 4 (2018): 5-19. <https://doi.org/10.3917/rai.072.0005>.
- Le Lann, Yann, Giuseppe Cugnata, Nathan Gaborit, et Maxime Gaborit. « Faut-il soutenir les Gilets jaunes ? Le rôle des positions de classe dans le mouvement climat ». *Écologie & politique* 62, n° 1 (2021): 49-66.
- Le Mazier, Julie, Alessio Motta, et Walter F. Nique Franz. « Mathieu (Lilian), L'espace des mouvements sociaux, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2012, 285 p. » *Politix* 104, n° 4 (2013): 238-43. <https://doi.org/10.3917/pox.104.0238>.
- Le Strat, Anne. « L'écologie peut-elle être populaire ? » *Mouvements* 23, n° 4 (2002): 76-80. <https://doi.org/10.3917/mouv.023.0076>.
- Péchu, Cécile. « Répertoire d'action ». In *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2e éd.:495-502. Références. Paris: Presses de Sciences Po, 2020. <https://doi.org/10.3917/scpo.filli.2020.01.0495>.
- Pette, Mathilde, et Fabien Eloire. « Pôles d'organisation et engagement dans l'espace de la cause des étrangers. L'apport de l'analyse des réseaux sociaux ». *Sociétés contemporaines* 101, n° 1 (2016): 5-35. <https://doi.org/10.3917/soco.101.0005>.

- Renahy, Nicolas, Yasmine Siblot, Marie Cartier, Isabelle Coutant, et Olivier Masclet. « De la sociologie de la classe ouvrière à la sociologie des classes populaires. Penser ensemble la condition des ouvriers et des employé-e-s ». *Savoir/Agir* 34, n° 4 (2015): 55-61. <https://doi.org/10.3917/sava.034.0055>.
- Saunders C., Doherty B., Hayes G.. *A new climate movement ? Extinction Rebellion's activists in profile*. Centre for the Understanding of Sustainable Prosperity, 2020.
- Saward, Michael. *The Representative Claim*, Oxford, Oxford University Press, 2010.
- Sintomer, Yves. « Les sens de la représentation politique : usages et mésusages d'une notion ». *Raisons politiques* 50, n° 2 (2013): 13-34. <https://doi.org/10.3917/rai.050.0013>.
- Steuckardt, Agnès. « Justice écologique, justice environnementale, justice sociale dans le discours public francophone ». In *Justice écologique, justice sociale*, 13-24. Environnement. ediSens, 2015. <https://doi.org/10.3917/edis.bertr.2015.01.0013>.
- Vivien, Franck-Dominique. « Les modèles économiques de soutenabilité et le changement climatique ». *Regards croisés sur l'économie* 6, n° 2 (2009): 75-83. <https://doi.org/10.3917/rce.006.0075>.
- Wallenborn, Grégoire et Dozzi, Joël. « Du point de vue environnemental, ne vaut-il pas mieux être pauvre et mal informé que riche et conscientisé ? ».
- Walker, Etienne. « Il se dessine une politisation du proche », *L'écologie depuis les ronds-points*, (2020).

### Articles de presse

- Dubuisson-Quellier, Jean-Baptiste Comby & Sophie. « Vers une politisation des mobilisations écologiques ? » *La Vie des idées*, 23 mai 2023. <https://laviedesidees.fr/Vers-une-politisation-des-mobilisations-ecologiques>.
- EstelleMoley. « Le mouvement Alternatiba, pour le climat et la justice sociale », 2 juillet 2021. <https://alternatiba.eu/le-mouvement/>.
- France Inter. « Les classes sociales face à l'écologie », 29 avril 2024. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-terre-au-carre/la-terre-au-carre-du-lundi-29-avril-2024-6947774>.
- gwenmedici. « Blocage réussi avec les gilets jaunes à Paris pour dénoncer l'inaction du gouvernement en matière de climat et d'urgence sociale | Alternatiba », 9 mars 2019. <https://alternatiba.eu/blocage-reussi-avec-les-gilets-jaunes-a-paris/>.
- *Le Monde.fr*. « Marche pour le climat : « gilets verts » et « gilets jaunes » défilent en nombre dans toute la France ». 8 décembre 2018. [https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/12/08/marche-pour-le-climat-environ-2-000-participants-a-paris\\_5394593\\_1652612.html](https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/12/08/marche-pour-le-climat-environ-2-000-participants-a-paris_5394593_1652612.html).
- *LES ÉCOLOGISTES EN RÉBELLION CONTRE LA RÉPRESSION*, 2020. <https://www.youtube.com/watch?v=lqCNtZ0ib9g>.
- Reporterre. « 240 activistes écolos et Gilets jaunes bloquent le siège d'Amazon ». Reporterre, le média de l'écologie - Indépendant et en accès libre. Consulté le 12 mai 2024. <https://reporterre.net/240-activistes-ecolos-et-Gilets-jaunes-bloquent-le-siege-d-Amazon>.
- . « La pensée essentielle de Murray Bookchin, fondateur de l'écologie sociale ». Reporterre, le média de l'écologie - Indépendant et en accès libre. Consulté le 12 mai 2024. <https://reporterre.net/La-pensee-essentielle-de-Murray-Bookchin-fondateur-de-l-ecologie-sociale>.



———. « Les Gilets jaunes ont forcé la mue sociale du mouvement écologiste ». Reporterre, le média de l'écologie - Indépendant et en accès libre. Consulté le 13 mai 2024. <https://reporterre.net/Les-Gilets-jaunes-ont-force-la-mue-sociale-du-mouvement-ecologiste>.

### Sites internet

- Extinction Rebellion. « Assemblées Citoyennes ». Consulté le 12 mai 2024. <https://extinctionrebellion.fr/assemblees-citoyennes/>.
- Extinction Rebellion. « Nos principes ». Consulté le 8 mai 2024. <https://extinctionrebellion.fr/principes-extinction-rebellion/>.
- Extinction Rebellion. « Nos revendications ». Consulté le 20 mai 2024. <https://extinctionrebellion.fr/revendications/>.
- florent. « Le mouvement ANV-COP21 - ANV-COP21 », 7 janvier 2021. <https://anv-cop21.org/le-mouvement/>.

## Annexe 1 : Liste détaillée des entretiens et profil des enquêtés.

- Le 3 janvier 2024 à au restaurant l'Almeyo rue Pierre Legrand à Lille : Hung, fondateur du groupe local de Lille d'Extinction Rébellion (XR), homme de 51 ans d'origine vietnamienne, professeur des écoles en réseau d'éducation prioritaire. Il a été membre d'un syndicat d'enseignants, s'est engagé dans le mouvement Freinet.

- Le 4 janvier 2024 à Lille fives, à son domicile : Céleste, militante à XR, personne non-binaire de 23 ans, psychologue dans le public. Il a également milité à L214 et à *Anonymous for the voiceless*.

- Le 11 janvier 2024 dans le quartier Wazemmes de Lille à son domicile : Baptiste, ancien militant à Action non-violente COP21 (ANV-COP21), homme de 43 ans, ingénieur dans l'art et la musique. Il a participé au mouvement des Gilets jaunes (GJ) avant de s'engager chez ANV-COP21 et a également fait partie du mouvement Youth for Climate.

- Le 2 février 2024 à Lomme, à son domicile : Benoît, ancien militant à XR et ANV-COP21, homme de 31 ans, ingénieur en informatique. Il a participé au mouvement des GJ et a également milité à L214.

- Le 11 mars 2024 par appel téléphonique : Amil, ancien militant XR et ANV-COP21, homme de 40 ans originaire d'Arabie Saoudite, activité actuelle inconnu, a été expert-comptable. A participé au mouvement des GJ, et a milité dans beaucoup d'autres mouvements : Opacity, les Coquelicots, les Amis de la Terre, Greenpeace.

- Le 19 mars 2024 en appel visioconférence : Nicolas, militant à ANV-COP21, homme de 32 ans, technicien de laboratoire dans l'agroalimentaire. A été membre d'une association de chasse avant de militer chez ANV-COP21.

- Le 21 mars 2024 en appel visioconférence : Sylvie, ancienne militante à XR, femme de 53 ans, aide-soignante. A participé au mouvement des GJ, et milite actuellement dans les associations Poubelles en Nord et Zéro Gâchis.

## Annexe 2 : Dernière version du guide d'entretien.

### Extinction Rébellion ou groupe Alternatiba

- Début : comment tu y es entré, élément déclencheur, réseau... ?
- Pourquoi ce mouvement et pas un autre ?
- Si arrêt ou pause dans ces mouvements, pourquoi ?
- Les valeurs/ discours et les actions menées par le mouvement sont-elles cohérentes selon toi ?
- A quelles actions as-tu participé chez XR/ Alternatiba ?
- Quelles sont celles qui avaient le plus de sens pour toi et au contraire, celles que tu n'as pas trouvées pertinentes ?
- Quelles relations avez-vous avec les autres militants de Alternatiba ou XR ?
- Es-tu en accord avec le principe de la désobéissance civile non-violente ? Quelle définition fais-tu de la non-violence ?

### Autres associations, mouvements écologistes

- Est-ce que tu en connais d'autres ?
- Est-ce que tu as été militant dans d'autres ?
- Quelle vision as-tu d'eux ? Leur discours, modes d'action ?
- Comment les situes-tu par rapport à XR/ Alternatiba ?
- Quels rapports ont les mouvements entre eux ?

### Engagement écologique

- Comment, quand, élément déclencheur de cette sensibilité à la cause écologique ?
- Pratiques individuelles en matière d'écologie.
- Es-tu pour la décroissance ? Qu'est-ce qui est prioritaire pour régler les problèmes environnementaux ?
- Quelle importance donnes-tu à l'écologisation des modes de vie et à l'action des pouvoirs publics ?

### Autres engagements

- Quelles associations, mouvements, syndicats, partis politiques ? = Comprendre le parcours militant de l'enquêté, et si cela peut avoir un lien avec XR/ Alternatiba.

### Question sociale dans chez Alternatiba et XR

- Quelle inclusivité dans le mouvement ? Quels sont les profils des militants ? Le mouvement cherche-t-il à se diversifier ?
- Quel rapport entretient le mouvement avec les autres luttes associations/ mouvements ? Y'a-t-il eu des rapprochements ou des alliances ? Le mouvement s'est-il engagé sur d'autres sujets que l'écologie ?
- Dans quelle mesure le mouvement et les militants parlent de la question sociale, des enjeux socio-économiques ?
- Dans quelle mesure ils agissent sur la question sociale et les enjeux socio-économiques ?
- Suffisant pour vous ?
- Quelle vision avez-vous de la démocratie : démocratie participative, représentative, directe ?
- Parler de la convention citoyenne pour le climat et du référendum d'initiative citoyenne.
- Penses-tu que la lutte environnementale peut se mener indépendamment des enjeux socio-économiques ?
- Es-tu favorable à un rapprochement des mouvements écologistes avec les Gilets Jaunes ? Et le mouvement ?

#### A propos des Gilets jaunes

- A quelles actions as-tu participé ?
- Quelles revendications t'ont plu/ déplu ?
- Quel était le niveau de violence, de répression lors des actions ?
- Etais-tu identifié comme "écolo" par les Gilets jaunes ?
- T'es-tu identifié comme Gilet jaune ?
- Te sens-tu directement concerné par les difficultés des Gilets jaunes ?
- Te sentais-tu légitime au sein du mouvement ?

#### Questions plus générales

- Que penses-tu de la convergence des luttes sociales et environnementales de manière plus générale ?
- Les personnes à faibles revenus doivent-elles et peuvent-elles être "écolo" ?
- Peut-on être "écolo" quand on est riche ?
- Faut-il baisser les revenus des Français pour atteindre les objectifs environnementaux ?
- Objectif de massification de l'action : qu'en penses-tu, est-ce réaliste ?

#### Questions personnelles

- Identité : âge, nom, prénom, genre
- Formation et diplômes de l'enquêté : rapport entre études et engagement ?
- Usage des langues
- Profession de l'enquêtés, et travaux salariés.
- Réflexivité de l'enquêté : comment l'enquêté se situe lui-même socialement ?
- Parti politique dont vous vous sentez le plus proche, rapport au vote
- Education, parents, famille, rapport à la politique, à l'écologie : dans quel milieu l'enquêté a-t-il grandi ?
- Conjoint et enfants, rapport avec son engagement ?

## Annexe 3 : Retranscription d'entretien

Retranscription d'entretien avec Hung, ancien militant et fondateur du groupe local d'Extinction Rébellion, au restaurant l'Almeyo rue Pierre Legrand à Lille heure le 3 janvier 2024.

- *Commence par me raconter tes débuts à Extinction Rébellion (XR), comment es-tu arrivé dans le mouvement ?*

C'était fin 2018, j'ai un peu découvert les théories de l'effondrement, mais j'étais déjà sensibilisé aux questions écolo-climat, et j'ai un peu suivi le mouvement altermondialiste. Parce que j'ai un passé militant plus ancien qui remonte à la fac. Et je suis tombé sur un article de Reporterre de Corinne Morel Darleux qui parlait de la première action d'XR en Grande Bretagne où ils avaient bloqué un pont à Londres, et c'était juste en même temps que les Gilets Jaunes. Du coup j'ai appris que ça se montait en France, donc j'ai envoyé un mail de contact, ils m'ont jamais répondu. Après j'ai insisté et j'ai fini par entrer par des outils numériques sur ce qu'on appelait "la Base", c'est le forum d'XR France. Et je pensais qu'il y avait déjà un groupe local qui existait à Lille, et en fait nan, il y avait une personne mais qui était partie, je sais plus, faire ses études, un truc comme ça. Du coup j'étais en contact avec quelqu'un sur la Base et il m'a dit "tiens il y a une formation à la désobéissance civile non violente", je crois que c'était début février, "si ça t'intéresse je t'inscris". Et là je rencontre deux autres personnes qui étaient aussi intéressées à XR et qui pensaient aussi qu'il y avait déjà un groupe local. En fait non. Et puis bah en fait on a créé le groupe local de Lille.

- *Et quand tu parles de ton expérience militante avant ça, c'était quoi par exemple ?*

En gros j'étais au lycée et à la fac dans une mouvance libertaire et antifa. J'ai fait partie de ce qu'on appelait le réseau Réflexes. J'ai participé à créer une section de syndicats anarcho-syndicalistes sur mon lieu d'étude à Poitiers. Et après mes études, vie active, vie de famille, tout ça. Donc j'ai arrêté plus ou moins de militer, et j'ai recommencé plus ou moins à militer à cause de mon travail, parce que je suis enseignant pour les élèves sans-papiers dans le Réseau éducation sans frontières. Et après petit à petit, j'ai fait plus de politique institutionnelle, des partis de gauche, LFI, puis à un moment ça m'a saoulé, en 2017, ça m'a dégoûté. En 2018 j'étais un peu dans le creux de la vague.

- *Et est-ce que tu connaissais déjà des personnes qui dans ce monde militant ? Ou plutôt seul dans ton entourage ?*

Nan étant donné que le mouvement climat venait juste de redémarrer en France et la moyenne d'âge était plutôt basse. Et moi j'étais au-dessus de la moyenne d'âge donc j'étais pas trop dans, j'étais plus effectivement dans les réseaux LFI, ce genre de truc, voire syndicaux, enseignants mais, j'étais pas vraiment dans le mouvement climat.

- *Donc tu y es depuis 2018 c'est ça ?*

Ouais, officiellement début 2019. J'ai contacté fin 2018 et puis ...

- *Oui ça s'est fait progressivement puisque c'est toi qui as commencé à Lille...*

Ouais.

- *Donc toi, d'un point de vue personnel, quelles étaient les raisons de ton engagement ? Tes attentes peut-être ?*

Je pense que j'arrivais à un bout de cycle militant c'est-à-dire que j'avais un peu tout essayé, tout ce qui me paraissait proche de moi. Et je voyais des impasses partout, et je voyais aussi le mur qu'on allait se prendre dans la gueule. A tous les points de vue, du point de vue des ressources comme du climat et de la biodiversité. Et en fait je pense que j'avais un début d'éco-anxiété par rapport à ça. Une espèce de panique morale. Et j'ai recherché un débouché militant parce que les solutions individuelles ne me paraissaient pas crédibles. Aller s'enterrer dans un éco-lieu c'était pas mon truc. Et c'était pas à ma portée non plus parce que voilà j'avais une vie de famille. J'avais vu un peu la fin, la queue de comète du mouvement altermondialiste après la crise de 2018. Et je pensais qu'il y avait encore un potentiel à chercher de ce côté-là et qui avait pas été exploité quoi.

- *Et du coup, une fois à XR, est-ce que tu pourrais faire un petit peu un ensemble des actions et des discours qui sont propres à XR ? Et si ça a évolué.*

Alors c'est très compliqué parce que en fait comme c'est un mouvement horizontal, il y a pas de positions officielles, en dehors de ce qui est dit dans les quatre revendications de base qui sont issues des trois revendications de Grande Bretagne, et les dix principes et valeurs. Et à partir de là c'est très très flou, très très large, donc ça ratisse large quoi on va dire. Mais on peut, après si on veut une analyse qualitative, exhaustive de discours mais euh ... On peut essayer de situer ça par rapport aux autres mouvements qui existent déjà. En gros, il y a une sensibilité

libertaire et, on peut dire éco-anarchiste mais en fait il y a un peu toutes les sensibilités qui commencent par le préfixe “éco” en fait. Au début il y avait une forte, une espèce de scientisme quand même. Dans le fait qu’il fallait s’accrocher absolument sur la base des rapports scientifiques du GIEC, de l’IPBES et tout ça. Petit à petit ça s’est un peu dilué, et il y avait aussi un peu une forme de spontanéisme un peu autonome entre guillemet. Pas quand même à ce qu’il y ait des points de conflits, des points de tension. Mais il y a aussi une forme d’organisation, ce qu’on appelle holacratie ou sociocratie. Mais plus structuré quoi. Et moi c’est ce qui m’a plus parce que en fait, ayant fait les deux, donc libertaire et plutôt une forme pyramidale de type LFI quoi, je voyais bien les défauts des deux, et pour moi c’était assez pertinent de mélanger les deux. De prendre le meilleur des deux. Après au niveau idéologique, en fait c’est un peu le reflet de ce qu’il se passe un peu dans ce qu’on dirait la gauche radicale plus ou moins écolo, fin il y a plein de courants qui traversent, et aussi c’est dû aussi peut être au manque d’expérience. A la fois y’en a qui ont de l’expérience et à la fois y’en a qui en ont pas du tout. Donc en fait il y a, il y a aussi le cyberactivisme en fait qui a tendance à prendre le dessus. Ce qui fait qu’il y a beaucoup beaucoup de courants qui traversent et qui sont des fois assez éphémères. Et il y a beaucoup de gens qui passent dedans et qui vont ailleurs.

- *Et du coup les modes d’action ?*

Bah en fait le mode d’action principale c’est la désobéissance civile non-violente. L’idée, la stratégie de base c’était quand même de massifier l’action, pour qu’il y ait vraiment des grosses actions de masse deux fois par ans. Et en fait c’est quand même plus ou moins mis en échec depuis le COVID. Et là du coup il y a un espèce de repli sur les formes de acting plus ou moins symboliques, artistiques. Des fois plus ou moins dégradations matérielles. Moi, mon grand regret c’est justement l’idée de la stratégie de désobéissance civile de masse pour arriver vraiment à des actions massives. En fait, qui a été plus ou moins abandonné en cours de route quoi. Ce qui fait qu’on est plus, fin je parle plutôt en tant qu’ex-militant, on est plus trop à la hauteur des enjeux.

- *Donc c’est un regret ce repli-là du point de vue de la désobéissance civile ?*

Bah pour moi c’est à la fois une erreur stratégique et un peu une conséquence de toute cette espèce de bac à sable idéologique qui partait un peu dans tous les sens. Qui fait que on suit plus ou moins des trucs émotionnels ou affectifs, des tendances comme ça qui arrivent, mais il n’y a pas de conséquences sur le long terme.

- *Et c’était propre au groupe de Lille ?*



Bah moi je me suis investi au niveau national donc je l'ai vu aussi un petit peu ailleurs. Il y a des disparités régionales on va dire, qui ont créé des tensions d'ailleurs. Il y a des groupes qui sont plus structurés, qui sont plus proches de ce qui se passait en GB au début comme à Paris, Paris nord notamment. D'autres qui sont plus proches de la mouvance autonome, un peu zadiste, en Bretagne, à Toulouse. Ça crée des points de tensions quoi.

- *Et par exemple, si tu devais comparer avec d'autres associations écolo, ou collectifs, que tu connais ou dont tu as entendu parler ?*

Alors les deux points de comparaison que je peux avoir c'est Attac et le triple A. Parce que je les connais un petit peu tous les deux, fin je connais plus les triple A. En gros, Attac c'est quand même un mouvement qui est hyper hiérarchisé, un peu comme Greenpeace d'ailleurs. Et ils sont vraiment ciblés sur des revendications très très précises. Idéologiquement, ils présentent les restes de l'altermondialisme aux sommets diplomatiques. Après le triple A c'est vraiment, c'est la dynamique Alternatiba, donc ils ont essayé de créer une branche désobéissance civile avec AnvCOP21. En fait, ils ont des gros problèmes de gouvernance d'après ce que j'ai compris. Parce qu'ils étaient quand même partis sur un modèle assez hiérarchisé parce que l'équipe s'appelait la Team, qui chapeautait tout au niveau national, et là ça a plus ou moins pété au niveau gouvernance parce qu'on a des gens qui étaient en désaccord. Ça a créé aussi pas mal de tensions. Et je les voyais quand même plus réformistes, moins radicaux, et moins catastrophistes que XR. Clairement.

- *Et c'est quelque chose dans lequel tu te reconnaissais, par exemple le groupe "AAA" ?*

Bah en fait on a essayé de travailler avec eux. Des fois ça a bien marché, d'autres fois pas trop bien. Des incompréhensions et je pense c'est lié à leur mode de gouvernance. Qui est vraiment pas la même. Après il y a des rapprochements, là depuis que j'ai quitté XR, je me suis rapproché de certaines personnes que je connais des "AAA", que j'apprécie et on essaye de faire quelques petits trucs ensemble quoi.

- *Les militants se connaissent ?*

Oui bah au niveau local de toute façon tout le monde se connaît. Après le nouveau venu dans le *game* qui a un peu tout plié c'est les Soulèvements de la Terre. Alors eux, j'ai une vision un peu biaisée parce que à leur naissance il y a eu d'énormes tensions avec XR, beaucoup de gens qui sont sortis d'XR sont partis là-bas. Et pour moi c'est un peu un autre monde. Parce que c'est vraiment une autre stratégie, c'est un autre discours et même si pour l'instant ils ont plutôt le

vent en poupe, pour moi c'est une impasse. Mais XR s'est beaucoup rapproché des Soulèvements de la Terre, à tous les niveaux.

- *Parmi les actions menées par XR, lesquelles tu as préféré faire ?*

Au niveau national ou local ?

- *Les deux.*

Au niveau de Lille, le maximum de participants qu'on ait eu c'était autour de 80. On a fait deux occupations dans la gare Lille Flandres, dont la boutique Ilévia pour réclamer la gratuité des transports en commun. Et moi ça me paraissait pertinent et c'est un peu le top de mon investissement au niveau local. Et à cette époque-là on s'était alliés avec Youth for Climate, qui avait la même revendication. Et au bout du compte il y a eu la gratuité pour les moins de 18 ans, ce qui change quand même pas mal de choses. Parce que moi j'ai des enfants, je travaille avec des enfants, on était tout le temps en train de réclamer des titres de transport à la mairie. Et là c'est fini. Pour moi c'est quand même un demi-succès. Et après ce qui a été très dur c'est qu'on a dû gérer des amendes sur plusieurs mois voire plusieurs années, ça c'était très chiant. Mais on a quand même deux personnes qui ont été auditionnées par un adjoint un procureur, un qui a été relaxé, quelqu'un qui a été pareil, relaxé, qui est passé au tribunal. Donc on s'en est pas trop mal sorti quoi. Même si ça demandait beaucoup d'énergie. Et après au niveau national, moi le truc où j'étais le plus investi c'était au moment des élections présidentielles, l'année dernière, où pendant l'entre-deux tours, c'était l'inévitable Rébellion. On a occupé la porte St Denis à Strasbourg pendant 3-4 jours. Et ça a été un succès. On était plusieurs milliers de personnes. Et c'est une préfiguration du modèle de société qu'on souhaite.

- *Et ce qui ne relève pas de la désobéissance civile, les réunions, les formations ?*

Alors ça c'est la partie ingrate du militantisme. C'est tout le fonctionnement du groupe local. Pareil je m'étais énormément investi on va dire de 2019 à 2023. Le problème c'est que ce qui a conduit à terme à une forme de *burn out* militant. Parce que c'est le genre de chose qui repose en réalité sur très très peu de personnes. Beaucoup de tâches ingrates que pas grand monde veut faire et c'est difficile de devoir faire ça de façon totalement horizontale et de façon bénévole. C'était tout ce qui est communication, prise de décision, l'aspect financier, la réservation de salle. Et suivre la répression aussi ça prend du temps. Et la plupart des gens qui viennent militer ont un besoin d'action coup de poing pour remédier à leur éco-anxiété. S'il y a une canicule et

des incendies ils ont envie de faire quelque chose, on les voit en pointillé et puis petit à petit ils disparaissent. Il y a un *turn over* énorme.

- *Et au niveau des liens interpersonnels avec les autres militants ?*

On crée des liens très forts parce que on se met à faire des choses qui ne sont pas légales, à vivre dans un monde parallèle. Le problème c'est que ça occupe énormément de place dans la vie sociale, jusqu'à éclipser tout le reste pratiquement. Et ça crée aussi une espèce de coupure avec le reste de la société. Et ça c'est pas une bonne chose je pense.

- *Il y a un décalage ?*

Ouais il y a un décalage. C'est une bulle quoi. Et je pense que c'est un peu pareil dans tous les milieux militants et surtout quand il y a un investissement comme celui-là quoi.

- *Et est-ce qu'il existe des liens avec d'autres associations qui ne sont pas forcément écologistes ?*

il y a eu des rapprochement faits avec NousToutes je pense, même des personnes qui étaient dans les deux. Avec Utopia 56 aussi. Après il y a tellement de truc, il y a tout ce qui est intersectionnalité qui fait que ... il y a tellement de points de rencontre ou d'alliances qui se font et qui se défont. C'est très fluctuant. C'est tout ce qui est lié à l'actualité parce que dès qu'il y a un mouvement comme ça qui émerge, on est hyper sollicités. Là ça passait beaucoup avec le groupe l'Offensive. Après ça demande une capacité de réaction à l'actualité qu'un mouvement horizontal peut difficilement avoir. Parce qu'il faut réagir très très vite et si on veut consulter un groupe c'est pas possible. Les problématiques biodiversité-climat on a l'impression qu'elles se dissolvent qu'elles apparaissent même secondaires.

- *D'un point de vue plus personnel, concernant ton engagement pour l'écologie, ça s'est fait depuis quand ? Il y a eu un élément déclencheur ?*

On ne peut pas dire que je viens d'une culture écolo parce que mon père était plutôt communiste pur et dur. C'est plus depuis ma rencontre avec le mouvement altermondialiste dans la fin des années 90 début des années 2000. Qui m'a fait prendre conscience de ce genre de problématique. Et après c'est venu petit à petit. Il y a eu un point de bascule en 2018. Je savais déjà que les problèmes existaient, mais je pensais pas que c'était aussi grave que ça. Après c'est vrai qu'on se sent un peu démunis, on a l'impression que rien n'est à la hauteur.

- *Est-ce que le fait d'avoir eu des enfants t'a sensibilisé ?*

Alors oui, forcément je pense que le fait de se projeter dans l'avenir que mes enfants vont vivre, ça change complètement la donne puisque c'est plus du tout le même horizon pour moi. Parce que bon, c'est plus l'horizon social, on se bat pour la retraite, c'est encore autre chose. Mais en même temps, ce serait égoïste de penser seulement à mes enfants. Et puis l'éco-anxiété et tout ce que ça suscite, d'entendre tous les jours que les températures sont supérieures à la moyenne de saison, tout ça.

- *Est-ce que tu adoptes un mode de vie écologique ?*

Alors, moi j'ai été sensibilisé à la décroissance donc déjà j'ai pas la voiture, je suis pas encore végétarien mais je vais m'y mettre, je limite les achats à ce qui est vraiment nécessaire. Après j'ai un niveau de vie qui est quand même au-dessus de certaines personnes et si je veux vraiment être cohérent avec ça il faudrait que je sois au RSA quoi. Parce qu'en fait, en gros c'est ce qui correspond à l'empreinte écologique annuelle, c'est d'être au RSA, c'est le seul moyen. Mais c'est encore ... et j'ai encore des enfants à charge donc c'est compliqué.

- *Sinon les autres engagements, tu m'as parlé de LFI, pendant le lycée, la fac, le mouvement libertaire, il y a eu d'autres choses ?*

Alors je me suis syndiqué quand je suis devenu enseignant mais c'était très épisodique. Le corporatisme ça ne m'intéresse pas vraiment. Après à mes débuts de carrière en tant qu'enseignant j'étais proche du mouvement Freinet. Et sous la présidence de Sarkozy je me suis engagé ... parce que j'avais plusieurs élèves qui étaient ....

- *Après, concernant la question sociale au sein de l'association, est-ce que tu pourrais expliquer un peu comment elles sont abordées ?*

J'ai un point de vue un peu biaisé sur la question parce que l'écologie ça va plutôt faire réfléchir de façon méta et macro sur la question. Et je trouve que quand on essaye de lier les deux souvent, en France en tout cas, c'est assez mal fait, c'est assez biaisé, c'est très orienté idéologiquement. La plupart des gens qui militent à XR sont quand même d'une sensibilité de gauche, voire plus que à gauche. Donc en fait il y a quand même l'idéologie égalitaire qui est quand même très forte, mais qui est quand même liée au contexte social politique français. C'est-à-dire qu'en fait la vision du social ne va quand même pas tellement plus loin que ce qu'on passe en France quoi. De ce qui paraît être les conflits sociaux français.

- *Donc il n'y a pas trop d'analyse Nord-Sud ?*

il y a ce que j'appelle de la posture incantatoire. Ce qui est le cas de beaucoup d'organisations militantes. En fait il faut ressortir des slogans, il faut ressortir de la phraséologie mais concrètement ça se traduit pas en acte.

- *Oui, d'un point de vue des modes d'actions il n'y a pas de choses qui sont faites particulièrement pour la question sociale...*

On discutait dans le milieu militant et même si on l'affichait c'était pas prioritaire. Comme le pouvoir d'achat des Français c'était la principale préoccupation, il fallait en tenir compte. Alors qu'on sait très bien que le niveau de vie français moyen n'est pas soutenable. Mais on préfère quand même dire "c'est la faute des milliardaires", plutôt que de dire "il va falloir qu'on baisse tous notre niveau de vie".

- *Est-ce que tu considères que c'est quelque chose qui doit être plus mis en avant ?*

De quoi ?

- *L'intégration de la question sociale. Ou est-ce que tu penses que c'est trop compliqué ?*

Ça dépend comment c'est mis en avant. Moi je pense qu'il y a eu, c'était une source de beaucoup de tension, de culpabilité, une espèce de masochisme militant de se dire "oui nous les militants climat, on est issu des classes moyennes supérieures, on prend pas en compte les luttes des dominés, etc." Là c'est pareil, comment on fait pour sortir de cette posture ? Qu'est-ce qu'on fait concrètement de notre militantisme pour sortir de ça ? Il faut susciter des rencontres, des alliances. Par exemple, il y a beaucoup de gens qui parlent des quartiers populaires mais ils ne savent pas ce que c'est, ils y sont jamais allés mais ils en parlent tout le temps. Donc si on veut qu'il y ait vraiment une écologie populaire et sociale, c'est ce qu'à fait en gros la gauche jusque dans les années 80-90 puisque après ça s'est cassé la gueule, c'est, il faut y aller quoi. Il faut aller au contact du terrain. Et là c'est carrément autre chose, c'est un autre militantisme, c'est du sacerdoce. Même si on est prêt à faire de la désobéissance civile, là passer son temps dans un autre milieu social, avec des gens qu'on connaît pas, il y a pas beaucoup de gens concrètement qui est prêt à faire ça. Ce qui fait que dès qu'on parle d'écologie populaire et sociale il y a une espèce de hiatus entre les discours et les pratiques. Et pour moi c'est très problématique. Parce que ça reste vraiment de la posture incantatoire et pour moi qui est stérile

parce qu'en fait ça crée de la culpabilisation, on n'arrête pas de s'auto-flageller avec ça mais concrètement on ne fait rien. Donc c'est plus de l'impuissancement que de l'empuissancement.

- *Mais c'est un sujet, et on a l'impression que les militants sont très conscients, justement de ça et ...*

Bah ils en sont conscient parce que il y a un discours idéologique là-dessus mais ils se rendent bien compte qu'il y a un espèce de mur. Concrètement, moi je connais personne qui va faire de l'éducation populaire sur l'écologie. Y'en a peut-être mais ils sont ultra minoritaires. Dans les quartiers populaires ...

- *Et c'est souhaitable pour toi ou ...*

Pour moi tant qu'on tient ce genre de discours et qu'on n'a pas de pratique derrière, ça crée quelque chose de stérile et démobilisateur. Si on n'arrive pas à donner un débouché à ce discours, en termes de pratique militante, pour moi ça sert à rien. Ou alors on amène une bonne fois pour toute que l'écologie c'est un truc de classe moyenne supérieure et que c'est pas grave on fait avec et que l'écologie sociale et populaire elle peut venir mais en cours de route. Mais c'est pas aux classes moyennes supérieures de dire ce que ça doit être l'écologie sociale et populaire.

- *Et à ce sujet, il y a souvent une comparaison entre l'écologisation des modes de vie, VS l'action des pouvoirs publics, sur ce sujet-là, XR se positionne sur quelle priorité ?*

Alors il y a pas de programme XR là-dessus. En gros le pouvoir politique d'XR c'est : tout doit passer par l'Assemblée populaire et citoyenne. Donc en gros le modèle de la convention citoyenne pour le climat. Et c'est de là que ça doit émerger. C'est de cette forme de gouvernance là. Ce qui me paraît être une bonne chose parce qu'il y a quand même des bonnes propositions qui sont sorties de la convention citoyenne pour le climat. Et c'est plus intelligent de faire comme ça que de brandir tout le temps le truc écologie punitive à propos de tout et n'importe quoi : du diesel, de ... émissions ou je sais pas quoi.

- *Parce que t'as parlé des ... je sais qu'Alternatiba le fait, des écovillages etc, qui amènent à une sensibilisation à l'écologie, et qui peut paraître souvent comme étant une responsabilisation de l'individu face au dérèglement climatique plutôt qu'à ...*

Parce que là ça repose sur des champs individuels et qui ne sont pas donnés à tout le monde. Parce qu'en fait quand on a grandi dans un quartier populaire et qu'on y a passé toute sa vie, clairement ça paraît difficile de partir en ZAD ou dans un écovillage du jour au lendemain. Donc en fait en gros c'est partir de ce qui existe puisqu'en France y' quand même la majorité de la population en région urbaine, qu'est-ce qu'on fait de ça ? Tous ces gens, ils vont pas passer du jour au lendemain à un mode de vie rural, autonome, auto-suffisant, etc. Donc là effectivement ça demande aussi une action des pouvoirs publics.

- *Tu m'as dit que tu avais commencé en 2018 et du coup ça me fait penser aux Gilets jaunes, parce que c'est le moment où ça a commencé. Est-ce que ça a été quelque chose d'important pour toi ?*

Moi pas du tout parce que j'y voyais pas du tout la même chose que les autres. Pour moi les GJ c'était un gros miroir aux alouettes. Beaucoup de militants de gauche qui ont projeté leurs fantasmes insurrectionnels dessus. Il y avait vraiment tout et n'importe quoi. Il y a pas de choses claires qui se sont dégagées des GJ. Alors l'appel au référendum c'est quelque chose qui peut être très très dangereux, voire ce qui s'est passé dans les pays tenus par l'extrême droite comment ça a été utilisé. L'augmentation du pouvoir d'achat, concrètement ça va relancer la croissance, donc plus de PIB, plus de gaz à effet de serre. Donc l'écologie là-dedans, je vois pas trop où elle est. Sur les tentatives communalistes dans les organisations communalistes dans les GJ c'était très intéressant mais visuellement ça ne correspondait pas à la totalité des GJ. Donc c'était très difficile de trouver une unité et il n'y avait pas de truc commun qui se dégageait de tout ça à part la détestation de E. Macron. Mais je ne sais pas si on peut faire un programme politique avec ça.

- *Oui c'était un mouvement très hétérogène et ...*

Ouais bah pour moi c'est ce de la composante confusionniste, c'est-à-dire à la fois des trucs de gauche radicale mais aussi de trucs d'extrême droite. Et le populisme avec le bon côté, et le mauvais côté du populisme. Donc je ne m'y suis pas retrouvé et pour moi la violence que ça a déclenché était contre-productive. Parce que ça a atteint un tel niveau de répression, et clairement pour moi les responsables GJ qui ont organisé les manifs ils ont aussi une responsabilité là-dessus, et ça personne ne le dit. Parce que quand tu fais des manifs illégaux, quand t'encadre pas le truc, au bout d'un moment il n'y a pas une interface avec les forces de l'ordre, ça devient n'importe quoi. Autant des deux côtés.

- *Des assos écolos qui ont essayé de prendre part dans ce mvmt là ou pas ?*

Tentative de rapprochement faite avec triple A. De faire converger les marches climat avec les marches GJ, et ça a été saboté par les black bloc. C'était un peu ce qui s'était passé pendant la première action d'XR France, l'occupation d'Italie 2, où il y avait une grosse composante "toto" qui était plus ou moins assimilée aux GJ. En fait c'est parti en ....

- *Donc ça c'est pour les GJ et sinon pour une forme de convergence des luttes, tu penses que ce serait bénéfique pour intégrer la question sociale dans la question environnementale ?*

Moi j'y ai cru pendant longtemps mais je deviens très sceptique sur la question. Parce qu'une convergence des luttes, pour que le niveau de vie des Français arrive au RSA, j'y crois moyen. Si jamais ça arrive il y aura peut-être des mesures symboliques mais pas plus. Tant qu'on met pas le problème de l'énergie qui est centrale sur la table, en gros la diminution des flux énergétique... D'un point de vue macro c'est ce qu'il s'est passé dans notre civilisation industrielle depuis le XIXe. Donc d'un côté on a une politique économique libérale, et une politique économique keynésienne de répartition des profits. Donc on va de l'un à l'autre, et c'est comme ça que se régule les crises du capitalisme. Et c'est comme ça aussi que l'utilisation en termes industrielle perdure. Mais après je suis un peu atypique mais la plupart des écolos climats sont à fond là-dedans. Ils y croient.

- *Plus les jeunes ?*

Ouais je pense qu'il y a une espèce d'ambiance comme ça. Après là on est passé en mode archipelisation avec les questions d'intersectionnalité donc en fait on a des sortes d'idéaux reliés entre eux mais il n'y a pas de front commun non plus. On a cru voir ça au niveau des retraites mais ça n'a pas marché ... Là, les écolos sont partis à fond sur les luttes locales. Moi niveau stratégique, je suis hyper sceptique aussi.

- *Oui parce que c'est forcément plus symbolique que politique ...*

Oui bah l'exemple c'est la ZAD de Notre Dame des Landes, c'est des décennies de luttes pour une ZAD victorieuse et pendant le même temps, le taux d'artificialisation des sols, le taux de transport aérien n'a pas cessé d'augmenter. Donc c'est vraiment en trompe l'œil de se focaliser sur les luttes locales. Mais on a l'impression que ça peut marcher. Y'en a quelques-unes qui marchent.

- *Du coup je vais passer plus sur les questions personnelles. Où et quand tu es né ?*



Le 17 juin 1971 à Hanoï, au Nord Vietnam. J'ai eu la double nationalité française et vietnamienne jusqu'à l'âge de 18 ans.

- *Quelles études tu as fait ?*

J'ai fait une licence de sociologie, mais j'ai abandonné ma maîtrise.

- *Tu as habité au Vietnam ?*

J'ai vécu un an et demi au Vietnam.

- *Quels ont été tes différents jobs ?*

J'ai fait plein de petits boulots, j'ai travaillé dans une décharge, j'ai fait de l'entretien des espaces verts, des travaux agricoles, de la saisie informatique ... Mon premier emploi stable c'était surveillant dans le secondaire pendant mes études. J'ai passé le concours des écoles après. Et actuellement je suis professeur des écoles avec les 9-10 ans, CM1, et j'ai fait toute ma carrière en REP+.

- *Est-ce qu'il y a un lien entre tes études et ton engagement ?*

Oui parce que mes études m'ont apporté une base idéologique on va dire, forcément je me suis intéressé aux grands auteurs. et après les études c'est aussi un moment de socialisation militante, il y a une offre militante assez importante. Je suis vite revenu du syndicalisme, et après, plus dans le militantisme pédagogique, j'étais tellement pris par la charge de travail de mon début de carrière et l'éducation de mes enfants que ça laissait plus beaucoup de temps pour le reste.

- *Est-ce que tu parles plusieurs langues ?*

Je suis très mauvais en langue, c'est pas faute d'avoir appris.

- *Ça a un impact sur la vie militante ?*

Ça dépend à quel niveau, c'est pratique quand on rencontre des militants d'autres pays, XR a fait une tentative de lien avec la branche britannique, donc là c'est compliqué pour moi de communiquer. Le militantisme climat essaye de se structurer au niveau international, la langue commune c'est l'anglais.

- *Comment tu te situes socialement ?*

Je fais partie des classes moyennes supérieures, avec mon niveau de revenu et mon capital culturel.

- *Es-tu croyant ?*

J'ai pas de religion. Ma mère pratique un culte saint-chrétien vietnamien, mon père est athée et marxiste. Je me suis posé des questions avec la spiritualité plus en lien avec l'éco-anxiété, mais ça reste laïque pour moi.

- *Et tu as grandi dans une famille politisée ?*

Mon père est stalinien, c'est le vestige d'une époque révolue, donc j'ai fait un examen critique de cet héritage, avec la case libertaire, pour continuer l'héritage d'une autre façon. Mon père était engagé dans les mouvements anticoloniaux, de façon conséquente, il a connu la guerre d'Algérie, il a aidé des nord-vietnamiens pendant la guerre du Vietnam, c'était quand même assez risqué, mais c'était dans un contexte de guerre.

- *Et quel était leur rapport à l'écologie ?*

Mes parents sont des purs produits de la société industrielle productiviste qui pensait que le progrès matériel réglerait tout. Mais qu'il devait y avoir des valeurs morales plus fortes que ça. Ils avaient une admiration pour les espaces naturels, on allait en vacances dans des milieux verdoyants.

- *Et qu'est-ce qu'ils faisaient dans la vie ?*

Mon père était linguiste, chercheur au CNRS, et ma mère travaillait pas, elle est au RSA, ils se sont séparés quand j'étais enfant.

- *Et aujourd'hui tu ne milites plus ?*

J'ai arrêté par manque de disponibilité, ça demande beaucoup de sacrifices personnels. J'ai tenu quatre ans et après j'en pouvais plus, j'avais plus de vie privée. Aujourd'hui, depuis Sainte Soline j'ai lâché, je garde le contact plus ou moins, j'ai participé à quelques actions très ponctuellement, j'ai un peu coupé avec le milieu militant parce que tout passait à travers ça. Je ne suis pas capable de doser et pour l'instant je ne m'y retrouve plus, et ça crée de la culpabilité.

## Résumé du mémoire :

Mon mémoire porte sur l'intégration des questions socio-économiques, des classes populaires et des luttes sociales au sein des mouvements écologistes. Il se base sur l'enquête des mouvements écologistes Extinction Rébellion et du groupe Alternatiba (Action non-violente COP21 et Amis de la Terre) à Lille, et sur leur expérience avec le mouvement des Gilets jaunes depuis 2018. En partant du postulat que les inégalités écologiques et les inégalités socio-économiques sont interdépendantes, et le produit d'un même système qu'il s'agit de dénoncer, les luttes écologistes et socio-économiques ont intérêt à converger. Il s'agit également de questionner le rôle des classes populaires dans la lutte écologiste, dans la mesure où elles sont les moins responsables du dérèglement climatique, et pourtant celles qui sont les plus exposées à ses conséquences négatives. Cependant, le militantisme écologique reste un milieu très fermé, composé principalement de classes moyennes blanches et hautement diplômées, éloignées des réalités socio-économiques des classes populaires. L'enjeu ici est de comprendre pourquoi les mouvements écologistes, conscients des inégalités écologiques actuelles, n'intègrent-ils pas plus les questions socio-économiques, les classes populaires et les autres luttes sociales ?

## Mots-clés définis par l'auteur ou autrice :

- **Intégration sociale** : la prise en compte des inégalités socio-économiques, des catégories inférieures qui en sont victimes, et des luttes qui les dénoncent.
- **Inégalités écologiques** : l'inégale exposition aux risques environnementaux et aux coûts de l'écologisation des pratiques, majoritairement subie par les classes populaires.
- **Convergence des luttes** : idée selon laquelle plusieurs luttes ont un objectif, une cible ou une cause en commun qu'il s'agit de défendre de manière conjointe.